

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 1-31 octobre 2016
n°301



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} octobre.

Sit-in des notables du Nord-Kivu contre la présence des rebelles sud-soudanais. Le collectif des notabilités du Nord-Kivu exige la relocalisation ou le transfert dans un autre pays africain des rebelles sud-soudanais actuellement cantonnés dans le territoire de Nyiragongo. Ils l'ont dit dans un mémorandum adressé au gouvernement central et remis au gouverneur de province, vendredi 30 septembre à Goma après leur sit-in devant le gouvernorat.

Dialogue: l'OCDH préconise la rencontre Kabila-Tshisekedi. L'Organisation congolaise des droits de l'homme (OCDH) propose la rencontre entre le chef de l'Etat Joseph Kabila et le coordonnateur du Rassemblement de l'opposition, Etienne Tshisekedi comme alternative au dialogue qui entend baliser la voie aux élections apaisées et transparentes en RDC. Il a souhaité que la rencontre entre ces deux hommes politiques bénéficie de la facilitation du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH).

Des bandits arrêtés après un bouclage de la police à Lubumbashi. Le commissaire provincial de la police du Haut-Katanga, général Jean-Bosco Galenga affirme avoir arrêté des criminels au terme d'une opération de bouclage menée dans quelques quartiers de la ville de Lubumbashi. Cet officier de la police a dit avoir également saisi des armes à feu, des armes blanches ainsi que des liqueurs fortes.

Equateur: ouverture de la session parlementaire de septembre. L'Assemblée provinciale de l'Equateur a ouvert, vendredi 30 septembre dernier, les travaux de sa session de septembre, à Mbandaka, chef-lieu de la province. Son président, Lofandje Isangya a indiqué que cette session réputée budgétaire mettra également l'accent sur le contrôle de l'exécutif provincial qui, selon lui, ne doit pas être perçu comme une tracasserie.

Tanganyika: bantous et pygmées appelés à la cohabitation pacifique. Le président de l'Assemblée provinciale de Tanganyika, Benoit Mbayo invite les bantous et pygmées à vivre pacifiquement. Il a lancé cet appel, vendredi 30 septembre, à l'ouverture de la session ordinaire de septembre, à Kalemie. Benoit Mbayo a indiqué que cette session parlementaire sera consacrée à l'examen et adoption du budget 2017 de Tanganyika. Il a également exprimé la volonté de son institution d'accompagner le gouvernement provincial en vue de combattre l'insécurité qui sévit dans la ville de Kalemie.

RDC: reprise des travaux du dialogue. Les travaux du dialogue national ont repris, samedi 1er octobre, à la Cité de l'Union africaine (UA), à Kinshasa. Le président de la CENI, Corneille Nangaa, va au cours de cette plénière présenter les indications claires sur le fichier et le calendrier électoral. Il devra fixer les participants sur le temps imparti pour la tenue des élections présidentielles couplées aux législatives et aux provinciales.

Kinshasa : ouverture du Conseil économique et social. La session ordinaire du Conseil économique et social de la RDC a ouvert ses portes, samedi 1er octobre, au Palais du peuple, à Kinshasa. A l'occasion, le président de cette structure, Patrick Ezati a dressé un bilan mitigé de la situation économique en RDC. Cet organe a pour mission de formuler les propositions concrètes pour améliorer le vécu quotidien du congolais. Ces propositions seront soumises au Gouvernement, au Parlement ou au président de la République.

Dialogue: la CENCO insiste sur la nécessité d'«un cadre inclusif». La Conférence épiscopale du Congo (CENCO) fait une mise au point sur la suspension de sa participation au dialogue national. Dans une déclaration datant de ce samedi 1er octobre, la CENCO souhaite vivement que soit mis en place, le plus tôt possible, «un cadre inclusif qui permettrait de trouver un compromis acceptable par tous». Un tel compromis, pour elle, constitue la garantie d'une paix solide et durable dont le pays a besoin. Dans cette mise au point articulée en 9 points, la CENCO précise que la suspension de sa participation au dialogue «n'est pas motivée par un discrédit jeté sur le dialogue en cours», mais plutôt par le souci de sauver ce dialogue souhaité par toutes les parties et dont elle-même a toujours été et reste l'un de grands défenseurs. Elle fait remarquer que les préalables de l'opposition n'ayant été pris en compte qu'en partie, malgré le plaidoyer fait par elle, le dialogue continuait à souffrir de l'absence des familles politiques qui ont pu faire adhérer une bonne partie de la population à leurs thèses. Dans ces conditions, les évêques catholiques estiment que les résolutions de ce forum risquent de ne pas rencontrer l'adhésion d'une partie de la population.

RDC: la présidentielle dans 504 jours à dater du 31 juillet 2017, estime Corneille Nangaa. Intervenant samedi 1er octobre à Kinshasa à la plénière du dialogue politique, le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa, a annoncé la fin de l'enrôlement des électeurs en cours au 31 juillet 2017. Il s'en suivra une série d'opérations qui devront durer 504 jours et culminer sur la tenue de l'élection présidentielle couplée avec les législatives nationales et provinciales. Environ 45 millions d'électeurs potentiels devront être enrôlés jusqu'au 31 juillet 2017, a annoncé Corneille Nangaa. Il prévoit par la suite la répartition des sièges par circonscription électorale, l'inscription des candidatures, la commande du matériel électoral jugé sensible et son déploiement. La formation des agents électoraux devrait être bouclée sept jours avant le jour de vote. Cette date n'a pas été annoncée explicitement. Mais, l'ensemble de ces opérations devra durer 504 jours, selon l'orateur, à dater du 31 juillet 2017. Ce qui amène à décembre 2018.

Dimanche 2 octobre.

Violences à Kinshasa: 5 000 USD remis aux familles de chaque victime. Le gouvernement provincial de Kinshasa a débuté samedi 1er septembre la remise des frais funéraires aux familles des victimes des violences meurtrières des 19 et 20 septembre derniers. D'après des sources de l'Hôtel de ville, les familles perçoivent 5 000 dollars américains pour chaque victime.

Kasaï-Central: l'armée reprend le contrôle du chef-lieu de Dimbelenge. Les militaires congolais ont repris le contrôle du chef-lieu du territoire de Dimbelenge au Kasaï-Central. Les miliciens du chef traditionnel Kamuina Nsapu l'occupait depuis plusieurs jours, détruisant notamment des postes de police et des bureaux de l'administration publique. L'armée congolaise pourchasse ces miliciens.

Nord-Kivu: la production du café a quadruplé en 5 ans. Le Nord-Kivu a quadruplé sa production annuelle de café au cours des cinq dernières années. Selon Simon Siona, directeur provincial de l'Office national de café (ONC), cette production est passée de 800 à 3 400 tonnes. L'ONC attribue cette hausse de la production de café aux efforts du gouvernement et des producteurs de café de la province. Il y a 3 ans, plus de 700 000 plantules de café avaient été distribuées dans les campagnes.

Massacres à Beni: la société civile réclame une enquête de la CPI. Le territoire de Beni au Nord-Kivu connaît des massacres des civils depuis deux ans. La société civile locale qui fait état de 1 200 personnes tuées depuis le 2 octobre 2014 réclame une enquête de la Cour pénale internationale (CPI) pour déterminer les responsables de ces massacres.

Kampala saisit Kinshasa sur une éventuelle présence des terroristes au Nord-Kivu. Les autorités ougandaises ont saisi leurs homologues congolaises sur une éventuelle présence des terroristes au Nord-Kivu. Ces terroristes s'entraîneraient pour attaquer l'Ouganda. Selon le gouverneur Paluku, le ministre

congolais de la Défense a saisi, à son tour, le Mécanisme conjoint de vérification de la Conférence internationale sur la région des Grands-Lacs (CIRGL). Pour Julien Paluku, cette vérification doit être faite « pour que ce genre d'informations ne puisse pas faire monter la tension inutilement entre les deux Etats, surtout que les deux Chefs d'Etat se sont rencontrés en août pour qu'ils renforcent les liens de coopération ». Le commandant du mécanisme conjoint de vérification de la CIRGL a indiqué qu'il allait rapidement déployer une mission dans la zone.

L'ONG Upright Africa soigne gratuitement des malades à Kalemie. Une dizaine de personnes souffrant notamment de goitre sont soignées gratuitement par l'ONG Upright Africa à Kalemie. Ces soins devraient être administrés pendant environ 20 jours à Kalemie avant que les médecins se déplacent vers d'autres zones. Les malades sont soignés par des médecins congolais et étrangers.

Kinshasa: 300 journaliers de la SNEL exigent la régularisation de leur situation. Plus de trois cents journaliers de la Société nationale d'électricité (SNEL) accusent cette entreprise de les utiliser comme journaliers à des emplois permanents et vacants depuis 2003. Me Ebene Bongelo wa Bopenda, avocat conseil de ces travailleurs, a demandé samedi 1er septembre aux responsables de la SNEL de se conformer à la loi en régularisant la situation de ses clients. De son côté, l'Inspection générale du travail avait aussi enquêté sur la même situation et son «rapport avait confirmé l'utilisation des journaliers, parmi lesquels nos clients», a poursuivi la même source.

Dungu: 50 policiers et militaires comparaissent pour meurtre et viol. Plus de cinquante policiers et militaires comparaissent devant le tribunal militaire de garnison d'Isiro, qui siège depuis le mercredi dernier en chambre foraine à Dungu, territoire situé à 780 km au nord-est de Kisangani. Les prévenus sont poursuivis notamment pour meurtre, abandon de poste, viol, dissipation des munitions, vente d'armes et non-respect des consignes, selon la société civile locale.

Parc de la Garamba: affrontements entre les FARDC et des braconniers étrangers. Plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées lors d'un affrontement armé entre les FARDC et les braconniers étrangers, appelés «Oudas», ont rapporté dimanche 2 octobre des sources locales. Ces combats ont eu lieu vendredi dernier dans le domaine de chasse d'Azande aux alentours du parc national de la Garamba. Cet affrontement est intervenu en pleine journée, au moment où les militaires associés aux gardes de parc de la Garamba patrouillaient dans ce domaine de chasse.

Un centre de santé et une école construits par le HCR à Ango. Le centre de santé Mboti et le complexe scolaire Mboti, construits par le Haut-Commissariat de Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont été remis dimanche 2 octobre à Ango, aux autorités provinciales du Bas-Uele. Le centre de santé est implanté au sein du camp Mboti, qui abrite les réfugiés centrafricains, et l'école, dans la cité d'Ango pour la scolarisation des enfants réfugiés et autochtones. Le HCR a remis aussi un véhicule 4x4 pour l'hôpital général d'Ango.

La MP dénonce la décision de l'ONU de placer la RDC sous surveillance. La Majorité présidentielle (MP) s'est dite «profondément et légitimement préoccupée» après la décision des Nations unies de mettre la RDC sous surveillance à cause des violences meurtrières de septembre dernier. Le porte-parole de cette plateforme politique, André-Alain Atundu, déclare que cette décision vise manifestement à soustraire et dédouaner les instigateurs de ces actes qui sont, selon lui, les leaders du Rassemblement de l'opposition. Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement avait appelé à une marche pacifique le 19 septembre pour exiger la tenue de l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel. Mais, cette manifestation avait vite tourné en émeutes, faisant des dizaines de morts à Kinshasa.

Lundi 3 octobre.

Présidentielle: le G7 rejette les estimations de la CENI. «Les forces politiques qui relèvent du Rassemblement ne vont pas se plier devant cette complaisance de la CENI vis-à-vis des thèses du pouvoir», a réagi Dieudonné Bolengege du G7, une plateforme membre du Rassemblement de l'opposition, à la projection de la CENI d'organiser les élections en décembre 2018. A la plénière du dialogue samedi dernier, Corneille Nangaa a annoncé la fin de l'enrôlement des électeurs en cours au 31 juillet 2017. Il s'en suivra une série d'opérations qui devront durer 504 jours et culminer sur la tenue de l'élection présidentielle couplée aux législatives nationales et provinciales.

Dimbelenge: 10 000 personnes ont fui les affrontements entre militaires et miliciens. Environ dix mille personnes, habitant le territoire de Dimbelenge dans la province du Kasai-Central, ont trouvé refuge dans la forêt, fuyant les affrontements entre militaires et miliciens du chef traditionnel Kamuina Nsapu. Selon un activiste des droits de l'homme qui vit avec eux, ces déplacés ont abandonné leurs habitations mardi dernier après l'entrée des miliciens dans leur territoire.

Mbuji-Mayi: des journalistes informés sur le maintien de l'ordre dans les stades. Plus de vingt journalistes sportifs ont pris part vendredi 30 septembre à un atelier de sensibilisation sur la nécessité du maintien de l'ordre dans les stades durant cette période où le pays connaît une crise politique.

Kasumbalesa: des ONG demandent au gouvernement de doter la police d'un matériel conséquent. Les ONG de droit de l'homme installées à Kasumbalesa (Haut-Katanga) demandent au gouvernement de doter la police d'un matériel conséquent pour sécuriser la population. Les agents de l'ordre qui doivent sillonner toutes les communes de cette ville ne disposent que de deux véhicules 4X4. L'ONG demande aux autorités locales de placer dans chaque quartier un sous-commissariat de la police pour sécuriser les habitants.

L'armée repousse une attaque des FRPI dans deux villages de l'Ituri. Les Forces armées de la RDC ont repoussé la nuit dernière une attaque des miliciens FRPI contre les villages Tarama et Mulandi dans la collectivité de Walendu Bindi en Ituri. Selon des sources locales, les miliciens ont tout de même pillé des commerces et emporté de l'argent et des habits volés.

Violences à Kinshasa: la propriétaire des stations-service Monalux réclame plus de protection. Pauline Mona Tshiebe Kayoko, propriétaire des stations-service Monalux, dont deux établissements ont été pillés les 19 et 20 septembre derniers à Kinshasa, estime que le gouvernement devrait aider les opérateurs économiques notamment dans la protection de leurs investissements. Pauline Mona affirme avoir également été victime de pillages lors des manifestations de l'opposition de janvier 2015.

Conflit pygmées-bantous: 25 personnes accusées de génocide ont été acquittées. Acquittées par la Cour d'appel de Lubumbashi, vingt-cinq personnes, poursuivies pour génocide et crimes contre l'humanité dans les conflits entre pygmées et bantous, ont été libérées dimanche 3 octobre de la prison de Kasapa. Ces personnes avaient été arrêtées en décembre 2014 à Manono, avant d'être transférées à Lubumbashi par les autorités provinciales, pour être jugées. Trois mineurs qui étaient poursuivis dans ce dossier ont été renvoyés devant un tribunal d'enfants. Les 25 personnes libérées ont sollicité l'aide de la MONUSCO pour retourner dans leurs milieux d'origine. De son côté, la mission onusienne estime que c'est le gouvernement congolais qui devrait prendre en charge ces personnes et assurer leur retour.

Accalmie sur le marché de change à Kinshasa. La parité Franc congolais-dollar américain est en baisse sur le marché de change qui observe une accalmie depuis samedi 1er octobre. Le dollar américain est passé de 1200 FC à 1080 FC. Cette accalmie est consécutive à l'intervention de la Banque centrale du Congo(BCC) qui avait vendu 50 million de dollars américains pour contrer la dépréciation du franc congolais.

CPI : le bureau du procureur dit détenir des informations sur les tueries de Beni. Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) déclare avoir déjà reçu des informations sur les tueries de Beni au Nord-Kivu. La responsable de la sensibilisation au bureau extérieur de la Haye, Margot Tedesco l'a affirmé lundi 3 octobre dans une interview accordée à Radio Okapi. La veille, le président de la société civile de Beni, Gilbert Kambale, a réclamé l'ouverture d'une enquête dans ce territoire, victime des massacres des civils. Selon lui, 1 200 personnes sont déjà tuées depuis le 2 octobre 2014. Face à cette requête, Margot Tedesco indique que son bureau possède des informations qui sont-pour le moment-analysées de façon « impartiale et indépendante ». D'après elle, comme dans d'autres situations en RDC, la CPI n'hésitera pas à prendre des actions judiciaires à l'endroit des auteurs de ces crimes.

Mardi 4 octobre.

Indice Ibrahim sur la gouvernance: la RDC classée 46e sur 54 pays. La RDC occupe la quarante-sixième place sur cinquante-quatre pays, dans l'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) 2016 publié lundi 3 octobre. L'étude de cette firme anglo-soudanaise indique que le pays a un score global de 35,8 sur 100. Ce score, s'est amélioré de +2,7 points au cours des dix dernières années. En 2015, la RDC occupait

la 48e place dans l'indice MO Ibrahim, avec un score de 33,9 sur 100. Cependant, la RDC a vu son score diminuer de -10,4 points depuis 2006 dans la sous-catégorie « Sécurité Personnelle ».

La France n'exclut pas la possibilité de sanctions contre les responsables congolais. Le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault n'a pas exclu la possibilité de sanctions contre des responsables de la République démocratique du Congo (RDC). Dans un entretien accordé lundi 3 octobre à la chaîne TV5 Monde, il a exhorté le président Joseph Kabila à respecter la constitution et ne pas se représenter. Kinshasa dénonce la « sollicitude suspecte » de Jean-Marc Ayrault. Au lendemain des déclarations du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, sur le respect de la constitution en RDC, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a dénoncé la « sollicitude suspecte » du chef de la diplomatie française. Lambert Mende indique que la posture du ministre français faisant croire qu'il se bat pour la constitution de la RDC rappelle les interférences qui ont créé le chaos en Libye.

Le fonds d'investissement Och-Ziff accusé de corruption en RDC. Le fonds d'investissement américain Och-Ziff est accusé des pratiques de corruption dans plusieurs pays étrangers dont la RDC. Un communiqué de presse de l'ambassade des Etats-Unis à Kinshasa indique que la Commission boursière des Etats-Unis (SEC) a constaté que ce fonds d'investissement a utilisé des intermédiaires, des agents et des partenaires commerciaux pour payer des pots de vin à des responsables gouvernementaux de haut niveau en Afrique. « D'autres pots de vin ont été payés pour obtenir des droits miniers et influencer par la corruption les responsables gouvernementaux en Libye, au Tchad, au Niger, en Guinée et en RDC », note le même communiqué sans les citer. Selon Andrew J. Ceresney, directeur de la division de mise en œuvre de la SEC, Och-Ziff « s'est engagé dans des programmes complexes de grande envergure pour obtenir un accès privilégié et sécurisé à des offres et des profits importants grâce à la corruption ». La SEC accuse notamment Och-Ziff d'avoir violé des dispositions anti-fraude dans deux transactions en RDC. Le communiqué de l'ambassade américaine indique que l'enquête de la SEC se poursuit.

Kasaï: un mort et un blessé dans une attaque contre un convoi de la Caritas. Une personne a été tuée et une autre grièvement blessée vendredi 31 septembre lors d'une attaque d'un convoi de la Caritas par des hommes armés dans le secteur de Mapangu à Ilebo (Kasaï).

Présence des terroristes à Beni : le CEPADHO doute des plaintes de l'Ouganda. Après les plaintes de Kampala qui a saisi Kinshasa sur une éventuelle présence des terroristes à Beni qui se prépareraient à attaquer le territoire ougandais, l'ONG CEPADHO se demande si le gouvernement ougandais n'est pas en train de dissimuler certaines intentions. Il doute de l'inquiétude de l'Ouganda sur la présence des terroristes en RDC, affirmant que « les terroristes ADF viennent de passer plusieurs années en RDC » sans que cela ne « préoccupe d'un iota le gouvernement ougandais ». Le CEPADHO demande au gouvernement ougandais de commencer par extraditer vers la RDC, le dirigeant des ADF, Jamil Mukulu. Par ailleurs, le Centre d'études pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'Homme (CEPADHO) demande au Mécanisme conjoint de vérification de la Conférence internationale sur la région des Grands-Lacs (CIRGL) d'enquêter sur les incursions des présumés militaires ougandais sur le sol congolais.

Sud-Ubangi: un militaire abat un détenu à Libenge. Un militaire a abattu dimanche 2 octobre un détenu de la prison militaire de Libenge dans la province du Sud-Ubangi. La victime était un civil, arrêté pour empoisonnement, fétichisme et contrefaçon de monnaie. Des sources locales soutiennent que la victime a été abattue à la suite d'un marché conclu avec le soldat et qui aurait mal tourné.

Kongo-Central: lancement d'une campagne contre la rougeole. Le Programme élargi de vaccination (PEV) a lancé lundi 3 octobre à Matadi la campagne de lutte contre la rougeole dans les 31 zones de santé du Kongo-Central. Près de 600 000 enfants âgés de 6 mois à 5 ans sont attendus pour cette campagne, indique le docteur Jean baptiste Mabunda, coordonnateur provincial du PEV.

Une quarantaine d'enfants s'évadent de la prison centrale de Mbuji-Mayi. Une quarantaine d'enfants, gardés au pavillon pour mineurs de la prison centrale de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), se sont évadés dimanche 2 octobre à la mi-journée. Le président du tribunal pour enfant, Daudet Mputu Iluwa, qui confirme la nouvelle, indique avoir lancé un mandat d'arrêt pour que les évadés soient retrouvés et ramenés en prison.

Inhumation à Kinshasa des policiers tués lors des manifestations de l'opposition. Les quatre policiers tués lors des manifestations des 19 et 20 septembre derniers ont été inhumés mardi 4 octobre à Kinshasa.

Avant la mise en terre, leurs dépouilles ont été exposées au commissariat général de la Police nationale congolaise (PNC). A cette occasion, le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a annoncé avoir signé deux arrêtés élevant à titre posthume ces quatre policiers à des grades supérieurs.

Matata Ponyo relance le trafic ferroviaire sur l'axe Kisangani-Ubundu. Le premier ministre Augustin Matata Ponyo a relancé, mardi 4 octobre, le trafic ferroviaire sur le tronçon Kisangani-Ubundu, long de 125 kilomètre. Cette relance intervient avec l'achat de quatre locomotives neuves achetées en Chine sur fonds propres du gouvernement.

RDC : le Rassemblement appelle à la « vigilance » pour la tenue d'un « vrai dialogue ». Le président des sages du Rassemblement des forces sociales et politiques acquises au changement, Etienne Tshisekedi, a invité les Congolais à rester « vigilant » jusqu'à l'organisation d'un « vrai dialogue », conformément à la résolution 2277. Il a lancé cet appel mardi 4 octobre, lors de la clôture officielle des travaux du conclave de ce regroupement politique de l'opposition. Durant plus ou moins 2 semaines, les membres de cette plateforme ont examiné les questions relatives à l'organisation d'un véritable dialogue inclusif, au processus électoral crédible et transparent et à l'exercice du pouvoir après la fin du mandat du président actuel. Pour sa part, le secrétaire général adjoint de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), l'Abbé Donatien Nshole a rappelé son plaidoyer pour que les préalables du Rassemblement soient pris en compte « pour l'organisation d'un dialogue totalement inclusif ». Présentant le rapport final de ces assises, Delly Sesanga a souligné que le Rassemblement et les Congolais tiennent au respect strict de la constitution et à l'organisation des élections dans le délai constitutionnel. Le Rassemblement refuse de participer au dialogue ouvert le 1er septembre Kinshasa. Il accuse le président Kabila de chercher à prolonger son mandat à la tête du pays au-delà des limites constitutionnelles.

Mercredi 5 octobre.

RDC : les propos de Jean-Marc Ayrault jugés « inappropriés ». Les propos du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, sont inappropriés, a déclaré mardi 4 octobre le vice-ministre congolais des Congolais de l'étranger Antoine Boyamba qui recevait dans l'après-midi l'ambassadeur de France en RDC pour lui signifier l'indignation du gouvernement congolais.

Walikale : amélioration progressive de la situation sécuritaire à Ntoto. La situation sécuritaire s'améliore progressivement dans la localité de Ntoto dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu. La population salue l'accalmie observée depuis plus d'un mois dans cette région. Des sources locales ont indiqué, mardi 4 octobre, que cette amélioration est due au renforcement de la présence des militaires et policiers dans ce secteur. D'après Godefroid Rukisa, le chef de groupement des Waloa Oroba, 90% de la population qui avaient fui l'insécurité ont déjà regagné leurs habitations.

Minerais de Shabunda: la société civile se réjouit de l'arrestation de 3 fonctionnaires. La société civile de Shabunda (Sud-Kivu) se réjouit de l'arrestation samedi 1er octobre de trois fonctionnaires après une enquête initiée par le gouvernement depuis août dernier sur les allégations d'exploitation illégale des minerais dans la rivière Ulindi. Il s'agit de l'ancien ministre provincial des Mines du Sud-Kivu, le chef de la division provinciale des mines et le directeur provincial de SAEDSKM, un organe technique du gouvernement provincial attaché au ministère provincial des mines. Ces fonctionnaires sont soupçonnés d'être impliqués dans l'exploitation illégale d'or avec une société chinoise.

Joseph Kabila: «Les élections pourront se tenir cette année ou un autre jour». « Les élections pourront se tenir cette année ou un autre jour » a déclaré en swahili mardi 4 octobre à la presse le président Joseph Kabila, lors d'un déplacement à Dar Es Salam, la capitale tanzanienne. D'après le chef de l'état congolais, la tenue des élections en RDC dépend du dialogue qui se poursuit à Kinshasa. Joseph Kabila est actuellement en visite en Tanzanie. Il a rencontré son homologue tanzanien John Magufuli.

Kasaï-Central: la MONUSCO annonce son appui pour restaurer la paix. La MONUSCO va appuyer le gouvernement du Kasaï-Central pour restaurer la paix dans cette province, où se sont affrontés ces derniers jours des miliciens Kamuina Nsapu et les forces de l'ordre. Des affrontements qui ont fait plusieurs morts et de nombreux déplacés.

Beni: nouvelle incursion des présumés rebelles ADF, 1 mort. Une personne a été tuée, une autre blessée et plusieurs autres kidnappées, mardi 5 octobre à Mayangose et Kasinga dans le territoire de Beni après

une nouvelle incursion des présumés rebelles ADF. Le président de la société civile locale, Gilbert Kambale, qui livre cette information, indique que les assaillants ont attaqué des civils qui se trouvaient dans leurs champs.

Conclave du Rassemblement: «Une séance de radicalisation», selon la majorité. Au lendemain du conclave de la coalition de l'opposition «Rassemblement des forces acquises au changement», le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP), André-Alain Atundu, a estimé que cette rencontre était «une séance de radicalisation et d'endoctrinement». Pour André-Alain Atundu, le conclave du Rassemblement n'a produit rien de nouveau et il soutient que le dialogue convoqué par le chef de l'Etat, avec la participation de la communauté internationale, va donner des solutions aux problèmes réels du pays notamment celui lié au processus électoral.

Lualaba: les autorités accusées de déposséder les habitants de Musompo de leurs terres. Une vive tension est observée depuis lundi 3 octobre au village Musompo situé à l'entrée de la ville de Kolwezi (Lualaba). Les habitants de cette entité, en colère, accusent le gouvernement provincial de les déposséder de leurs terres, avant de détruire leurs champs. Interrogé, le commissaire de Lualaba en charge des Affaires foncières, Kaseya Tshingambo, affirme que le village Musompo occupe une concession de la RVA. Selon lui, certains proches du chef coutumier vendent illégalement des parcelles.

Quatre membres de FILIMBI libérés de la prison de Kisangani. Le Tribunal de grande instance de Kisangani (Tshopo) a accordé mardi 4 octobre la liberté provisoire à quatre membres du mouvement pro-démocratie FILIMBI. Trois d'entre eux ont été libérés à cause de leur état de santé. Il s'agit de: Cathy Bosongo, Gauthier Kasonia et Abedi Radjabu. Le dernier libéré, Simplicie Kappia, a bénéficié d'une main levée des juges. Les poursuites contre lui sont arrêtées. Par ailleurs, le tribunal a décidé de maintenir en détention quatre militants du Mouvement social pour le renouveau (MSR) et deux de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), arrêtés le 19 septembre pendant qu'ils allaient déposer un mémorandum à la CENI.

RDC: la Belgique limite la durée des visas octroyés aux dirigeants congolais. La Belgique a décidé de limiter à six mois maximum la durée des visas accordés aux responsables de la République démocratique du Congo (RDC) porteurs de passeports diplomatiques, en raison de l'évolution de la situation politique dans ce pays.

Détournement au FPI : les députés évaluent l'exécution des recommandations du Parlement. Les commissions Politiques, administratives et juridiques (PAJ) et Economiques et financières (ECOFIN) de l'Assemblée nationale se réunissent à huis clos depuis, mercredi 5 octobre à Kinshasa, pour évaluer l'exécution des recommandations de l'enquête parlementaire sur la gestion des crédits octroyés par le Fonds de promotion de l'industrie (FPI). Cette enquête tourne autour de plus de 140 millions de dollars américains débloqués par le FPI entre 2008 et 2014 et qui sont toujours détenus par des débiteurs. Le rapport déposé l'année dernière sur la table du président de la chambre basse du parlement, Aubin Minaku, et distribué aux députés indiquait que la majorité d'insolvables sont des ministres et députés nationaux, anciens comme nouveaux. L'Administrateur délégué général du FPI, Constantin Mbengele, a été cité pour avoir privilégié dans l'octroi des crédits, les politiques au détriment de véritables entrepreneurs. Parmi les griefs retenus également contre le staff dirigeant de cette entreprise, l'enquête parlementaire a révélé que 70% de projets financés n'ont pas été réalisés et la plus part, étaient fictifs.

Dialogue : l'opposition nationaliste récuse Vital Kamerhe. Le courant nationaliste de l'opposition au dialogue récuse Vital Kamerhe, co-modérateur de l'opposition au dialogue national. Ce regroupement politique reproche au leader de l'Union pour la nation congolaise (UNC) d'œuvrer pour son propre compte et celui des ambassades étrangères. L'opposition nationale estime que Vital Kamerhe agit en solo et ne devrait pas engager toute l'opposition présente au dialogue.

RDC : décès de Z'ahidi Ngoma, ancien vice-président. L'ancien vice-président de la RDC en charge des Affaires sociales et culturelles, Arthur Z'ahidi Ngoma, 69 ans, est décédé mercredi 5 octobre à Paris. Cette information est confirmée par Azarias Ruberwa, un autre vice-président de la transition « 1+4 ». Lors de la transition « 1+4 », le président Joseph Kabila était secondé par quatre vice-présidents. Cette transition a conduit à l'organisation de la première élection présidentielle en 2006. Né le 18 septembre à Kalima (Maniema), Z'ahidi Ngoma a été évacué dans un état critique à Paris de suite d'une maladie.

Kinshasa: Maker Mwangu visite les enseignants hospitalisés. Le ministre de l'Enseignement, primaire et secondaire et Initiation à la nouvelle citoyenneté (EPS-INC), Maker Mwangu, a visité les enseignants hospitalisés dans les hôpitaux de Binza-Delvaux, Ndjili quartier 7 et de la clinique Ngaliema. Il a encouragé les malades et leur a remis une assistance en vivres et en non vivres. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la journée internationale de l'enseignant célébrée mercredi 5 octobre 2016. En RDC, l'accent est mis sur la santé de l'enseignant.

Equateur : trois ministres démissionnent. Trois ministres provinciaux de l'Equateur ont démissionné, mercredi 5 octobre. Il s'agit respectivement des ministres des Infrastructures et Travaux Publics, Claude Gbuka Lombulo, de la Santé, Alain Ngwela, et de l'Agriculture, José Mputu Djaffar. Ces anciens députés provinciaux reprochent au gouverneur Tony Bolamba la mauvaise gouvernance, le manque de collaboration et la confiscation de leurs attributions.

Jeudi 6 octobre.

Walikale: plaidoyer pour un centre de prise en charge des enfants mal nourris. Le chef du groupement Waloa-Uroba dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) recommande au gouvernement congolais d'installer un centre de prise en charge des enfants mal nourris dans son regroupement. Dans une déclaration faite mercredi 5 octobre, il a fait savoir que trente-deux enfants souffrent de malnutrition dans le groupement. Leurs parents seraient obligés de se rendre dans la cité de Masisi, environ 80 km plus loin, bravant l'insécurité et le manque de routes praticables pour faire soigner leurs enfants, a indiqué le chef de groupement.

Grâce présidentielle: 10 militaires libérés à Mbuji-Mayi. Dix militaires, détenus à la prison centrale de Mbuji-Mayi, ont été libérés mercredi 5 octobre. Ils sont bénéficiaires de la mesure de grâce présidentielle décidée par le chef de l'Etat en juillet dernier, a précisé Charles Doux Mbuyi, ministre provincial de l'Intérieur du Kasaï-Oriental.

RDC: le «régime spécial» est contraire à la constitution, selon Lokondo. Le député de la Majorité présidentielle (MP) Henry Thomas Lokondo désapprouve l'idée de la mise en place d'un régime spécial en RDC après l'expiration du deuxième et dernier mandat du président Kabila. Cette idée a été présentée par la coalition de l'opposition « Rassemblement » qui a tenu un conclave mardi 4 octobre à Kinshasa. Pour le Rassemblement de l'opposition, ce régime spécial sera chargé d'assurer « la gestion du pays de manière à organiser sans tarder les élections dans le respect de la Constitution et des normes démocratiques ». Le député Lokondo estime que cette démarche est contraire à la constitution.

RDC: les confessions religieuses appellent à des élections «dans un délai réaliste». Réunis au sein de la Commission d'intégrité et médiation électorale (CIME), les chefs des confessions religieuses appellent la classe politique à préserver les acquis qui permettent la tenue rapide des élections « dans un délai raisonnable et réaliste ». Ces serviteurs de Dieu invitent également les participants au dialogue à faire preuve de responsabilité et de courage pour trouver des compromis réalistes. Ils disent désapprouver les démarches tendant à consacrer la mainmise des composantes sur les membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Les confessions religieuses demandent, par ailleurs, aux partenaires internationaux d'aider la RDC à surmonter les difficultés dans lesquelles elle se trouve sans créer la psychose au sein de la population.

Démission de trois ministres à l'Equateur: le gouverneur n'a reçu «aucune lettre de démission». Le gouverneur de la province de l'Equateur Tony Bolamba affirme n'avoir reçu « aucune lettre de démission » des ministres des Infrastructures et Travaux Publics, de la Santé et de l'Agriculture. Ces ministres ont annoncé leur démission mercredi 5 octobre, accusant le gouverneur Tony Bolamba de mauvaise gouvernance, de manque de collaboration et de confiscation de leurs attributions. Le gouverneur de l'Equateur nie toutes ces accusations.

Le comité de gestion de l'université de Bunia accusé du détournement de près de 100 000 USD. Dans un mémorandum adressé au ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire et remis mercredi 5 octobre au gouverneur intérimaire de l'Ituri, les étudiants de l'Université de Bunia (UNIBU) en Ituri demandent le départ de l'actuel comité de gestion de cette institution. Ils l'accusent du détournement de près de 100 000 dollars américains. Dans un document de quatre pages, ces étudiants rapportent que cette somme a été volée dans la caisse de l'université depuis le mois de juin dernier. Le porte-parole de ces étudiants,

Charles Bungamuzi Kakani, indique que ses camarades et lui ont réussi à mettre la main sur des documents confidentiels du service des finances de cette université et dénonce l'existence d'un réseau mafieux depuis plusieurs années à l'UNIBU.

Baisse du nombre de tuberculeux à Malemba Nkulu. Le territoire Malemba Nkulu (Haut-Katanga) enregistre depuis le début de l'année une baisse sensible du nombre de tuberculeux. D'après le médecin chef de cette zone de santé 20 malades de tuberculose ont été enregistrés depuis le mois de janvier alors qu'annuellement, 500 malades sont enregistrés en moyenne.

Bukavu: décès de l'inspecteur provincial de l'enseignement. L'inspecteur provincial principal de l'enseignement primaire, secondaire et initiation à la nouvelle citoyenneté du Sud-Kivu, Baltazar Rubakare Nkunda, est mort mercredi 5 octobre à Bukavu.

La RDC envisage le refus des visas aux détenteurs des passeports diplomatiques belges. La RDC envisage quelques sanctions coercitives envers la Belgique, notamment le refus des visas aux détenteurs des passeports diplomatiques belges. Selon le vice-ministre en charge des Congolais de l'étranger, Antoine Boyamba la RDC risque même de prendre quelques sanctions économiques contre la Belgique. Ces éventuelles sanctions sont considérées en vertu du principe de réciprocité qui est «la règle numéro un en diplomatie», précise Antoine Boyamba. La Belgique a décidé de limiter à six mois la durée des visas octroyés aux responsables congolais porteurs de passeports diplomatiques, en raison de l'évolution de la situation politique de la RDC.

Kinshasa : le calendrier scolaire réaménagé pour l'année 2016-2017. Le calendrier des cours pour l'année scolaires 2016-2017 a été réaménagé à Kinshasa. Le chef de la province éducationnelle de la capitale congolaise, Lambert Mbandu indique que les jours des congés seront réduit ou supprimés. Ainsi les congés de détente prévus du 3 au 5 novembre sont supprimés. C'est pour récupérer la semaine perdue suite aux événements malheureux de septembre dernier avec les manifestations de l'opposition », a affirmé Lambert Mbandu. Il a ajouté que trois autres jours sont déduits des congés de Noël et de Nouvel an.

RDC : les passeports imprimés avec erreur de numérotation seront échangés gratuitement. Les passeports de la RDC imprimés avec des erreurs de numérotation seront gratuitement échangés au ministère des Affaires étrangères, a affirmé jeudi 6 octobre, le vice-ministre des Congolais de l'étranger, Antoine Boyamba. Il reconnaît des erreurs matérielles dans la transcription et demande à ceux qui détiennent ces passeports de passer au ministère des affaires étrangères.

Kinshasa : braquage d'une boutique à Gombe, des bandits armés emportent 20 000 USD. Des bandits armés ont emporté vingt mille dollars américains, après avoir braqué une boutique (d'habillements et Bureau de change) sur l'avenue des Huileries dans la commune de Gombe.

Kinshasa : le franc congolais continue à se déprécier face au dollar américain. En moins d'une semaine après l'intervention de la Banque centrale du Congo (BCC) qui avait vendu 50 millions de dollars américains pour contrer la dépréciation du franc congolais, le marché de change a repris son niveau d'avant la vente des devises par l'autorité monétaire.

Nord-Kivu : ouverture du dialogue social à Oicha. Le dialogue social d'Oicha au Nord-Kivu s'est ouvert jeudi 6 octobre. Ce forum vise à renforcer la cohésion entre les communautés locales et la confiance entre les acteurs de protection et la population locale dans le territoire de Beni. Les participants à ce forum débattent de la sécurité locale et la protection des civils. Ils vont aussi formuler des propositions et stratégies devant aboutir à une implication de l'ensemble d'acteurs dans la gouvernance démocratique en matière de la sécurité et de la protection des civils dans la région de Beni.

Vendredi 7 octobre.

Sud-Kivu : la société civile juge inconstitutionnel le maintien de Joseph Kabila au pouvoir après le 19 décembre. La société civile du Sud Kivu juge inconstitutionnel le maintien du président de la République, Joseph Kabila, au pouvoir après la fin de son deuxième et dernier mandat qui prend fin le 19 décembre prochain. Cette position est contenue dans une déclaration signée mardi 4 octobre à Bukavu par vingt-six organisations membres. Les organisations de la société civile invitent aussi l'actuel président à ne pas se représenter aux prochaines élections.

Kasaï Oriental : des bandits armés dévalisent plusieurs maisons à Mbuji-Mayi. Des bandits armés dévalisent, depuis deux semaines à Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental), des occupants des maisons dans plusieurs quartiers de cette ville, rapportent les sources locales. Ces bandits utilisent le même mode opératoire : ils vident les maisons de tous les biens de valeur, passent à tabac les occupants, abusent des fois des filles mineures, et tirent sans sommation sur tout témoin gênant.

Le 13e prix de la paix Seoul 2016 décerné au docteur Denis Mukwege. Le comité de sélection pour le prix de la Paix de Séoul a décerné jeudi dans la capitale de la Corée du Sud le treizième prix de la paix Seoul 2016 au médecin directeur de l'hôpital de Panzi, le Dr. Denis Mukwege. Il a reçu pour cela une plaque et un chèque de 200 000 dollars américains. Créé en 1990 par un comité privé et sans but lucratif, le prix de la Paix de Séoul récompense chaque année les personnes ou les institutions qui ont contribué de façon significative à promouvoir la paix et l'harmonie mondiale. Le gynécologue Denis Mukwege a été primé pour ses efforts dans l'aide fournie à plus de 48 500 femmes et enfants victimes de violence sexuelle durant les guerres civiles en RDC.

L'épidémie de choléra déclarée dans le Nord-Ubangi. L'épidémie de choléra est déclarée dans la province du Nord-Ubangi. Le gouverneur de cette province, Marie-Thérèse Gerengbo, l'a confirmée jeudi au cours d'un point de presse. Les résultats de l'analyse des échantillons des cas suspects détectés dans la province que l'INRB transmis aux autorités sanitaires provinciales sont positifs. La maladie a déjà occasionné cinquante décès depuis juillet dernier dans les localités de Bili et Pandu en territoire de Bosobolo.

Ituri : les jeunes de Mahagi cassent le poste de péage du FONER. Les habitants de Mahagi au nord de Bunia (Ituri) ont cassé, depuis jeudi 6 octobre, la barrière placée au poste de péage du Fonds national d'entretien routier (FONER), sur la route nationale numéro 27. La société civile de l'Ituri avait donné un ultimatum de trois jours au FONER pour exiger le début des travaux de réhabilitation de ce tronçon qui part de Komanda à Goli.

Panne de la centrale hydroélectrique de Tshala : la Regideso et les commerçants pénalisés à Mbuji-Mayi. Plusieurs quartiers de la ville de Mbuji-Mayi au Kasaï Oriental sont privés de l'électricité depuis près d'une semaine. Une panne survenue sur les machines de la centrale hydroélectrique de Tshala, l'unique barrage qui dessert la ville en électricité, est à l'origine de cette interruption brusque de la fourniture en électricité.

Kalemie : 1349 familles déplacées venues de Nyunzu maquent de tout. Mille trois cent quarante-neuf familles déplacées venues de Nyunzu sont arrivées à Kalemie. Elles ont fui les conflits intercommunautaires ayant opposé dernièrement Bantous et populations autochtones Pygmées en territoire de Nyunzu, situé à 200 km de Kalemie. Installées au site de Kaseke, un quartier périphérique à l'ouest de la ville de Kalemie, ces familles sont dépourvues des moyens de survie.

RDC : lancement des activités préparatoires du Fond vert pour le climat. Le coordonnateur du Fond vert pour le climat a lancé mercredi 5 octobre à Kinshasa les activités pour préparer les différentes organisations de la RDC qui luttent contre le changement climatique d'accéder au Fond vert pour le climat. L'enveloppe de 10 milliards de dollars destinée aux pays les plus vulnérables va financer les projets des entités publiques et privées, des ONG et de la société civile, conformément aux critères d'investissement du Fond vert pour le climat. Seuls les projets bancables et de qualité peuvent trouver des financements.

Septante-six organisations du monde demandent au Pape de protéger les défenseurs environnementaux. Une Coalition de 76 organisations de défense des droits humains et environnementaux des 19 pays du monde, dont 15 du Nord-Kivu, demandent au Pape François de protéger les défenseurs de l'environnement. Cette demande est contenue dans une lettre de plaidoyer envoyée le 5 octobre dernier au souverain pontife.

La RDC récupère plusieurs villages frontaliers d'Aru revendiqués par l'Ouganda. Plusieurs villages frontaliers en territoire d'Aru (Ituri) revendiqués par l'Ouganda voisin sont récupérés par la RDC, a annoncé jeudi 6 octobre devant la presse, le ministre provincial de l'Intérieur de l'Ituri, Etienne Unega Egee. Revenant de la 10è session tenue à Arua en Ouganda entre les experts de deux pays, il a précisé qu'à la suite des travaux de démarcation, 51 bornes ont été placées. La société civile d'Aru salue ce résultat qui permet de mettre fin aux conflits souvent enregistrés entre les populations frontalières.

Des cultes d'action de grâce en mémoire des victimes des émeutes de Kinshasa. Le gouvernement provincial de Kinshasa a organisé, vendredi 7 octobre, des messes d'action de grâce en mémoire des victimes des émeutes des 19 et 20 septembre derniers. Des violences qui avaient fait entre trente-deux et une centaine de morts, selon les sources.

Bas-Uele : les agents de la Régie des recettes s'opposent à un nouveau test de recrutement. Les agents de la Régie provinciale des recettes du Bas-Uele (RPRBU) s'insurgent contre la mesure du ministère provincial de la Fonction publique, soumettant tous les employés de la dite régie actuellement en fonction, à un test de recrutement du personnel. Ces employés qui doivent être soumis au test dimanche 12 octobre sont au nombre de 42 engagés et 62 saisonniers, dont certains ont déjà totalisé 9 ans de service. Pour eux, il n'est pas question de passer cette épreuve.

Nord-Kivu: réintégration difficile de plus de 100 ménages des déplacés à Buleusa. Plus de cent de six cents ménages des déplacés de Buleusa (Nord-Kivu) peinent, depuis deux semaines, à réintégrer les communautés locales. Ces déplacés «non éligibles» à la réintégration communautaire sont accusés d'avoir collaboré avec les présumés FDLR. Pendant ce temps, ceux qui sont acceptés ne peuvent pas jusque-là retourner dans leurs villages suite aux menaces des Mai-Mai.

L'OCC inaugure un nouveau laboratoire au poste frontalier de Lufu. Un nouveau laboratoire de l'Office congolais de contrôle (OCC) a été inauguré jeudi 7 octobre au poste frontalier de Lufu (Kongo-Central). A en croire le directeur général de cette entreprise, Déo Rugwiza, ce bâtiment va accélérer les contrôles et les analyses des produits importés au niveau de ce poste frontière. Outre ce laboratoire, il a également remis dix motos aux agents de l'OCC affectés au poste frontalier de Lufu.

RDC: le gouvernement appelé à mécaniser l'agriculture paysanne. La Confédération nationale des producteurs agricoles du Congo (CONAPAC) recommande au gouvernement de mécaniser les activités agricoles des paysans qui évoluent autour des parcs agro-industriels. A l'occasion, la CONAPAC a également appelé le gouvernement à réguler l'importation des produits alimentaires.

Samedi 8 octobre.

Beni: le nouveau commandant de la police a pris ses fonctions. A Beni (Nord-Kivu), le nouveau commandant de la police nationale, colonel Safari Kazingufu, a pris ses fonctions, vendredi 7 octobre, au cours d'une cérémonie organisée au stade du 15 octobre. Il remplace à ce poste le colonel Flamand Baliwa N'goy.

Kisangani : dix cas de vols à mains armées enregistrés en cinq jours. La ville de Kisangani a enregistré, en moins de cinq jours, dix cas de vols à main armée dont deux meurtres dans trois communes urbaines. Le ministre provincial de l'intérieur, sécurité et ordre public Maurice Abibu Sakapela a annoncé vendredi 7 octobre : « L'on a remarqué dans la plupart de cas que ces gens [bandits] opèrent au-delà de minuit. Dans leur mode opératoire, ils utilisent les taxis motos. Pour contourner cette situation, on va prendre une mesure conservatoire. On va interdire pratiquement la circulation des taxis motos au-delà de minuit, pour que ceux qui assurent la sécurité puissent mettre hors d'état de nuire ceux qui opèrent ».

Kinshasa : une famille porte plainte contre la police après le décès de son fils dans un cachot. La famille de M. Mpoyi Dinanga Elysée décédé Jeudi 6 octobre dans un cachot situé dans l'enceinte de l'Inspection provinciale de la police à Kinshasa(IPKIN) porte plainte contre la Police nationale congolaise. Les avocats conseils de la famille du défunt réclament que justice soit promptement rendue et que la famille rentre dans ses droits. Mpoyi Dinanga, arrêté pour question de recèle a été gardé pendant plus de 9 jours dans le cachot de l'IPKIN par l'OPJ instructeur du dossier avant de trouver la mort dans des circonstances non encore élucidées. D'après la police, le défunt se serait suicidé par pendaison. Cette version est rejetée par la famille. Les avocats et les membres de famille indiquent que jusqu'à la veille de sa mort, la victime n'affichait aucun signe de dépression qui pourrait le conduire à un suicide.

Haut-Lomami : une cinquantaine de maisons s'écroulent à la suite de la pluie à Lwena. Une cinquantaine des maisons se sont écroulées à la cité de Lwena(Haut-Lomami) à la suite de la pluie qui s'est abattue jeudi 6 octobre dans cette ville. Les sinistrés sont sans assistance, se plaint le coordonnateur de l'Institut congolais de formation et d'alphabétisation pour la promotion des droits de l'homme basée dans la cité de Lwena.

La RDC limite à son tour la durée des visas accordés aux officiels belges. Le ministre congolais des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda a annoncé, vendredi 7 octobre, des mesures de restriction de délivrance de visas accordés aux officiels belges. Il a fait cette annonce un jour après que Bruxelles a décidé de limiter à six mois maximum la durée des visas accordés aux responsables de la RDC porteurs de passeports diplomatiques.

Des présumés ADF égorgent deux personnes dans une incursion à Beni. Des présumés rebelles des ADF ont égorgé deux personnes dans une incursion effectuée, dans la nuit du vendredi 7 octobre, à Alungupa, localité située à une dizaine de km de la ville de Beni (Nord-Kivu). Le président de la société civile de Mutwanga, Révérend Gilbert Kambale redoute que les attaques de ces rebelles sur la route Beni-Kasindi asphyxient cette ville située à environ 350 km au Nord de Goma.

Bas-Uélé: plaidoyer pour l'identification des éleveurs Mbororo. Réunis vendredi 7 octobre à Buta, les services spécialisés ainsi que les membres de la société civile du Bas-Uélé ont recommandé à leur gouvernement provincial de mobiliser les fonds pour l'identification des éleveurs Mbororo. Les participants à ce forum ont invité la MONUSCO à mener un plaidoyer auprès des organismes onusiens afin qu'ils aident le Bas-Uélé à bien gérer le problème des Mbororo. Ils souhaitent également assurer une cohabitation harmonieuse entre ces éleveurs et les autochtones. Les éleveurs Mbororo sont accusés de commettre diverses exactions contre les populations du Bas-Uélé.

Lufu: 6 militaires poursuivis pour violation de consigne. La Cour militaire de Kongo-central poursuit, depuis samedi 8 octobre, en flagrance six FARDC, accusées de violation de consigne. Ces militaires étaient corrompus par un opérateur économique afin de faire passer frauduleusement sept véhicules de ciments gris au poste frontalier de Lufu sans pour autant payer les taxes provinciales du Kongo Central.

Ituri: des Maï-Maï Simba condamnés à des peines allant de 6 à 20 ans. Le Tribunal militaire de garnison de l'Ituri a condamné, jeudi 6 octobre, seize Maï-Maï Simba à des peines allant de six à vingt ans de servitude pénale, à Mambasa, territoire situé à 165 km au Sud-Ouest de Bunia. Ces miliciens sont poursuivis notamment pour participation au mouvement insurrectionnel et au meurtre du chef de collectivité de Babila Babombi, en territoire de Mambasa (Ituri). Quatre militaires dont deux officiers avaient été tués au cours de cette attaque armée et plusieurs miliciens blessés par balles.

Dimanche 9 octobre.

Tanganyika : deux cas de cambriolage enregistrés en un jour à Kalemie. Deux cas de vols armés ont été enregistrés, dans la nuit de vendredi 7 octobre, dans la ville de Kalemie (Tanganyika). Le premier a eu lieu au quartier Kalumbi, où trois bandits armés ont braqué un cambiste avant de se volatiliser dans la nature. La seconde attaque a été enregistrée au quartier Kituku dans la résidence d'un directeur d'une école de la ville non loin du camp de la SNCC.

RDC : les jeunes plaident pour le renforcement des services de renseignements à Beni. La jeunesse de la RDC demande au gouvernement de renforcer la présence des services de renseignements dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. C'est l'une des recommandations issue du forum des jeunes sur la paix, la sécurité et le développement qui s'est clôturée samedi 8 octobre. Ce forum qui s'est tenu à Beni avait pour objectif de d'impliquer et mobiliser la jeunesse congolaise pour une pleine participation à la restauration de la paix.

Nord-Ubangi : des eaux de pluie inondent l'hôpital général de Businga. L'hôpital général de référence de Businga est inondé. Tous les bâtiments sont sous les eaux de pluie depuis plusieurs semaines. Quand il pleut, les caniveaux sont bouchés et sont jonchés d'immondices. D'après des témoignages concordants, des malades déversent leurs urines et matières fécales sur ces eaux. Des déchets hospitaliers et des excréments y flottent et polluent en même temps l'air environnant.

Sud-Kivu : 80 000 habitants de Mumosho ont désormais accès à l'eau potable. L'organisation Rotary club a inauguré samedi 8 octobre un réseau d'adduction d'eau dans le groupement de Mumosho en territoire de Kabare (Sud-Kivu). Ce réseau constitué de cinquante et une bornes fontaines devra desservir Quatre vingt mille habitants qui auront désormais accès à l'eau potable. L'eau est tirée d'une montagne à une distance de 10 Km du village. Les bénéficiaires sont repartis dans onze villages de Kabare et de Walungu.

Nord-Kivu: 7 personnes enlevées à Rutshuru depuis le début du mois. Le chef du groupement Binza, Jérôme Nyamubanzi, dénonce les kidnappings enregistrés dans le territoire de Rutshuru. Depuis le début du mois d'octobre, sept personnes y ont été enlevées par des hommes armés. Les enlèvements sont fréquents sur la route Ishasha-Nyakakoma qu'empruntent souvent les commerçants en provenance de Goma et Rutshuru.

Kisangani: le Rassemblement de l'opposition exige la libération de ses militants. Le Rassemblement de l'opposition exige la libération de six militants détenus à la prison centrale de Kisangani depuis le 19 septembre dernier. Il s'agit des militants du MSR et de l'UDPS à qui la liberté provisoire a été refusée par le Tribunal de grande instance de Kisangani. Pour Benjamin Ntumba de l'UDPS, ces militants sont détenus « injustement ». Il affirme que d'autres personnes interpellées ensemble avec les 6 militants du Rassemblement ont été libérés pendant la semaine.

Lundi 10 octobre.

RDC: A Kingakati, Joseph Kabila demande à la Majorité présidentielle de s'organiser pour les élections. Joseph Kabila a demandé aux membres du bureau politique de la Majorité présidentielle de s'organiser pour les prochaines élections, a déclaré dimanche 9 octobre Aubin Minaku, secrétaire général de cette plateforme de soutien au chef de l'Etat, après une réunion des responsables de la MP à la ferme de Kingakati. M. Minaku a indiqué que Joseph Kabila a décidé de mettre en place une cellule de coordination électorale au sein de la Majorité présidentielle. Le rôle de cette cellule électorale est d'«aider les partis politiques de la majorité à disposer d'un schéma clair, des moyens suffisants pour gagner les élections ».

Massacres en série dans l'est de la RDC : HRW critique Kinshasa et l'ONU. L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a critiqué vendredi l'incapacité des autorités congolaises et de l'ONU à empêcher les massacres à répétition commis depuis deux ans dans la région de Beni, dans l'est de la RDC. Depuis le début de ces massacres en octobre 2014, pas moins de 680 civils ont été tués dans 120 attaques perpétrées par des "combattants non identifiés" dans cette zone du nord de la province du Nord-Kivu, écrit HRW dans un communiqué. L'ONG cite plusieurs témoignages d'habitants ou de soldats congolais choqués par la passivité d'éléments des Forces armées de la RDC (FARDC) ou de Casques bleus de la Mission de l'ONU au Congo (Monusco) stationnés à proximité des lieux de certaines tueries, comme celle ayant coûté la vie à plus de cinquante civils à Rwangoma mi-août. L'ONG exhorte Kinshasa et l'ONU à définir "une nouvelle stratégie pour protéger les civils" dans cette zone.

Dialogue : la fin des travaux est hypothétique, estime Jonas Tshombela. Le sort des résolutions du dialogue national est encore hypothétique, a déclaré dimanche 9 octobre le porte-parole de la Nouvelle société civile du Congo (NSCC), Jonas Tshombela. Dans une interview accordée à Radio Okapi, il a estimé que ce forum est dans l'impasse à cause des positions de la majorité présidentielle (MP) et de l'opposition. Lancé le 1er septembre dernier, le dialogue prévu initialement pour durer 14 jours se prolonge encore. Le président Joseph Kabila a convoqué ce forum afin de baliser le chemin des élections apaisées et transparentes. À ce jour, l'accord politique devant mettre fin aux travaux du dialogue n'est toujours pas signé. La facilitation n'a pas encore convoqué la plénière qui devrait débattre de cette question. Elle est toujours en concertation avec la MP et l'opposition pour tenter de convaincre les deux camps à faire des concessions pour faciliter la signature d'un accord politique.

Regain de l'insécurité à Mbandaka. Plusieurs actes d'insécurité sont signalés depuis une semaine dans la ville de Mbandaka. Selon des sources locales, un jeune a été abattu samedi dernier par une patrouille mixte Police nationale- FARDC à Mbandaka alors qu'il tentait de secourir une famille visitée par des bandits armés. Les militaires ont cru faire face à un des assaillants, précisent les mêmes sources locales.

Nord-Kivu : 10 morts dans une attaque des positions des FARDC à Mayangose. Dix personnes ont été tuées dans une attaque des positions des Forces armées de la RDC, perpétrée dimanche 9 octobre à Mayangose, une localité située à une dizaine de kilomètre à l'Est de Beni au Nord-Kivu. Des sources militaires attribuent cette attaque aux présumés rebelles ougandais des ADF.

Bruno Tshibala, le secrétaire général adjoint de l'UDPS interpellé à l'aéroport de N'Djili. Le secrétaire général de l'UDPS, Bruno Tshibala a été interpellé dimanche 9 octobre par les forces de sécurité alors qu'il s'apprêtait à prendre son vol pour Bruxelles (Belgique) à l'aéroport international de N'Djili. D'après une source de la Direction générale des Migrations (DGM) qui a livré cette information, l'interpellation de Bruno

Tshibala fait suite « à la réquisition du procureur général de la République ». L'UDPS condamne avec fermeté ce qu'elle qualifie de «provocation de la mouvance kabiliste qui pense que la république, est sa propriété privée».

Les parents catholiques condamnent les attaques contre les écoles lors des manifestations publiques. L'Association des Parents d'Elèves Catholiques (APEC) fustige les attaques qui ont été menées contre certaines écoles de Kinshasa lors des manifestations publiques des 19 et 20 septembre derniers. Le président de cette association Faustin Kindudi conseille aux acteurs politiques d'œuvrer pour que les enfants étudient dans des bonnes conditions au cours de cette année scolaire.

Mbuji-Mayi : six bandits condamnés à 20 ans de prison ferme. Le tribunal militaire de garnison de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) a condamné à vingt ans de prison ferme vendredi dernier six personnes poursuivies pour association de malfaiteurs et vols à mains armées.

La société civile de Beni appelle le gouvernement à bien sécuriser ses frontières avec l'Ouganda. La société civile de Beni au Nord-Kivu appelle le gouvernement de la RDC à bien sécuriser ses frontières avec l'Ouganda après des accusations de Kampala sur une éventuelle présence des «terroristes» sur le sol congolais. Ces personnes constitueraient un danger pour le pays de Yoweri Museveni. Le vice-président de la société civile de Beni, Kizibo Bin Hangi, pense que ces accusations de l'Ouganda constituent un prétexte pour chercher à attaquer la RDC.

Equateur : trois nouvelles démissions au gouvernement provincial. Trois ministres du gouvernement provincial de l'Equateur ont démissionné ce lundi 10 octobre, faisant passer à sept, le nombre des ministres démissionnaires. Seuls quatre ministres provinciaux sont restés fidèles au gouverneur de la province. Les ministres de la Communication et porte-parole du gouvernement Régine Boku, du Budget Benjamin Lokondo et de la justice Serge Entombodji accusent le gouverneur de la mauvaise gouvernance, confiscation des attributions et de manque de collaboration.

Nord-Kivu : les Nyatura s'attaquent à une fille de 10 ans et incendient 3 maisons à Kashalira. Les présumés combattants du groupe Nyatura ont attaqué la nuit du dimanche 9 octobre le village Kashalira dans le territoire de Rutshuru et ont blessé par machette une fillette d'environ 10 ans. Ils ont aussi incendié trois maisons, affirment les sources locales.

Kinshasa : ouverture du premier congrès de l'ordre des infirmiers. Le premier congrès de l'ordre des infirmiers s'est ouvert lundi 10 octobre à Kinshasa. Les participants venus des toutes les provinces vont échanger, durant cinq jours sur les possibilités d'améliorer leurs services notamment les soins. Le président national de l'ordre des infirmiers, Komba Djeko, s'est réjoui du fait que cette corporation qui était auxiliaire à la profession médicale depuis 1952, est devenue autonome. La loi portant création de l'ordre des infirmiers a été promulguée le 31 juillet.

Mardi 11 octobre.

RDC : Denis Kalume nommé à la tête du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Dans une ordonnance lue lundi 10 octobre à la télévision nationale (RTNC), le président de la République, Joseph Kabila, a nommé Denis Kalume Numbi, coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Ancien ministre d'État de l'Intérieur, la Décentralisation et de la Sécurité dans le gouvernement Gizenga, Denis Kalume remplace François Mwamba qui avait démissionné de son poste de coordonnateur en juillet dernier.

RDC : le groupe parlementaire UDPS et Alliés destitue son président Samy Badibanga. Le Groupe parlementaire UDPS & alliés a annoncé lundi 10 octobre, la destitution de son président Samy Badibanga et de son rapporteur adjoint Amy Ambatobe. Il leur est reproché de prendre part au dialogue politique convoqué par le président Joseph Kabila en violation de la consigne officielle de ce groupe. Selon le 1er vice-président du groupe parlementaire UDPS et alliés, Jean-Claude Vuemba, les deux députés nuisent à l'honneur et à la dignité de ce groupe parlementaire.

Kasaï-Oriental : le secrétaire interfédéral de l'UNC démissionne. Le secrétaire interfédéral de l'Union pour la nation congolaise (UNC) au Kasaï-Oriental, Alidor Numbi, a démissionné de son poste, lundi 10 octobre. Il estime que la participation active de son président au dialogue national indique clairement que son parti a

basculé dans la majorité présidentielle (MP). Selon lui, les événements des 19 et 20 septembre derniers ont démontré que la population ne veut pas de ce dialogue qu'il qualifie d' « exclusif ».

Douze morts dans un accident de circulation à Ilebo. Douze personnes ont trouvé la mort et onze autres blessées dans un accident de circulation survenu samedi dernier sur la route Mweka-Ilebo dans le territoire d'Ilebo (Kasaï). D'après des témoins, le véhicule accidenté partait vers Kinshasa avec à bord une vingtaine de personnes et des sacs de maïs.

Des peaux de banane pour réclamer la réparation de la route Bunia-Mahagi. Plusieurs jeunes manifestants ont bloqué depuis lundi la circulation sur la route Bunia-Mahagi, longue de 180 km. Ils ont placé à l'entrée de trois axes routiers qui mènent vers le territoire de Mahagi et dans d'autres points sur ces axes des peaux de banane et dispositifs en forme de dos d'âne et afin d'empêcher toute circulation des véhicules. Les manifestants protestent contre la dégradation de cette route. Ils ont promis de mettre fin à ce mouvement une fois que les travaux de réhabilitation de cette route seront lancés.

Jean-Bertrand Ewanga investi président national du Front Citoyen pour la République. Le député national Jean-Bertrand Ewanga a été investi lundi président national du Front Citoyen pour la République (FPR), un nouveau parti politique qui a vu le jour vers fin septembre. Dans son mot de circonstance, l'ancien secrétaire général de l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, a tenu à préciser qu'il n'est pas le fondateur du FPR comme certains le laissent entendre. Comme nouveau président du FPR, Jean Bertrand Ewanga a promis d'œuvrer pour le changement et le bien-être du peuple congolais.

Démissions des ministres à l'Equateur : l'assemblée provinciale va inviter le gouverneur pour explication. L'assemblée provinciale de l'Equateur a annoncé mardi qu'elle va bientôt inviter le gouverneur Tony Bolamba à l'hémicycle provincial pour avoir des explications sur la série de démissions que vient de connaître l'exécutif provincial en l'espace de deux mois et demi.

Sud Kivu : sit-in des militants du PPRD devant la résidence du gouverneur Cishambo. Des militants du PPRD, le parti présidentiel, ont organisé ce mardi 11 octobre à Bukavu (Sud-Kivu) un sit-in devant la résidence officielle du gouverneur de province. Le porte-parole de ces jeunes affirme que leurs griefs seront directement transmis au gouverneur Marcellin Cishambo. Selon des sources proches du PPRD dans la province, ces jeunes accusent le gouverneur de créer des divisions au sein du parti et de mal gérer la province. Le gouverneur du Sud-Kivu et membre du PPRD Marcellin Cishambo n'a pas voulu répondre aux sollicitations de la presse, l'affaire étant interne au parti. Les manifestants indiquent pour leur part qu'ils resteront devant sa résidence jusqu'à ce qu'il les reçoive.

Haut Katanga : le chef de guerre Kyungu Gédéon se rend aux autorités provinciales.

Le chef de guerre Kyungu Mutanga Gédéon et cent de ses combattants se sont rendus ce mardi 11 octobre aux autorités de la province du Haut Katanga, au village Malambwe (70 km de Lubumbashi). Fatigué et amaigri, Gédéon Kyungu a déposé à Lubumbashi, en compagnie de ceux qui l'accompagnaient, ses armes et s'est engagé à œuvrer pour la paix. Ils ont remis aux responsables militaires les armes, les arcs, les flèches et les amulettes qu'ils détenaient.

RDC : les cas des violences sexuelles réduits de 50% en deux ans. Le nombre de cas de violences sexuelles a été réduit de plus de 50% au cours de deux dernières années, annonce Jeanine Mabunda, la représentante personnelle du chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants. Ce bilan est salué par Mme Zainab Hawa Bangura, représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles dans les zones en conflit, en visite de travail en RDC. Ces chiffres indiquent qu'avec de l'engagement politique et le soutien des partenaires, la RD Congo est capable de réussir ce pari, se réjouit Mamadou Diallo, représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC. Mais les Nations unies rappellent que le pari pour la République démocratique du Congo « c'est « zéro » violence sexuelle », fait remarquer Mamadou Diallo.

RDC : l'UDPS demande au procureur général de la république de libérer Bruno Tshibala. Le secrétaire général de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) Jean-Marc Kabund demande au procureur général de la République de libérer Bruno Tshibala, secrétaire général adjoint de l'UDPS, déféré ce mardi 11 octobre au parquet général de la République pour y être entendu. Arrêté depuis dimanche 9 octobre par les services de sécurité alors qu'il voulait se rendre en Belgique, Bruno Tshibala est accusé

d'être l'un des organisateurs de la marche de l'opposition qui a dégénéré et occasionné plusieurs dizaines des morts.

Mardi 12 octobre.

Equateur : le gouverneur Tony Bolamba remanie son gouvernement. Le gouverneur de la province de l'Equateur Tony Bolamba a remanié mardi 11 octobre son gouvernement, après la démission de sept des onze ministres provinciaux. Six nouvelles figures font leur entrée au gouvernement provincial. Les quatre qui étaient restés en poste sont reconduits dans leurs fonctions.

RDC : l'ONU s'inquiète d'une aggravation des tensions politiques. A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en RDC, le Représentant spécial du Secrétaire général dans ce pays, Maman Sambo Sidikou, a mis en garde mardi contre une aggravation des tensions politiques, alors que la crise électorale est devenue une crise constitutionnelle. Selon lui, malgré les efforts déployés par le Facilitateur nommé par l'Union Africaine, Edem Kodjo, et le soutien continu des Nations Unies et de la communauté internationale à ses efforts, les avancées dans le dialogue national ont été limitées. Au cours de l'une des assises du dialogue national, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a annoncé que la tenue des élections présidentielle, législatives et provinciales en un seul jour ne serait techniquement possible qu'en novembre 2018, à la suite de l'enrôlement des électeurs qui devrait être achevé le 31 juillet 2017. Ces élections étaient prévues avant la fin de l'année 2016. Cette annonce a suscité de vives contestations de plusieurs partis politiques de l'opposition qui estiment que la CENI aurait été instrumentalisée dans le but de maintenir le Président Joseph Kabila au pouvoir au-delà de la limite du mandat présidentiel prévue par la Constitution.

Massacres à Beni : l'armée annonce de nouvelles méthodes de sécurisation de la population. Les forces armées de la RDC (FARDC) ont adopté de « nouvelles méthodes » pour mieux sécuriser la population de Beni, a déclaré mardi le commandant de la 34e région militaire et commandant des opérations Sokala1 Sud, le général Fall Sikabwe sans toutefois révéler ces méthodes. A l'issue d'une réunion du conseil urbain de sécurité à Beni, le général Fall Sikabwe a expliqué que ces méthodes s'adaptent aux nouvelles tactiques d'attaques des ADF contre les civils et visent à déjouer leurs assauts.

L'IRDH demande l'emprisonnement du chef de guerre Mutanga Gédéon. Au lendemain de la reddition du chef Maï-Maï Mutanga Gédéon et de cent de ses combattants dans la province du Haut Katanga, l'Institut de recherche pour les droits humains (IRDH) recommande aux autorités congolaises d'emprisonner ce chef milicien. Selon Me Hubert Tshiswaka, le directeur de l'IRDH, Mutanga Gédéon avait été reconnu en 2006 coupable des crimes contre l'humanité et avait été condamné par le tribunal militaire garnison du Haut Katanga à la peine d'emprisonnement à perpétuité. Mais le condamné qui s'était évadé de prison en 2011 n'a jamais totalement purgé sa peine.

Massacres à Beni : la MONUSCO demande à la population de faire confiance aux casques bleus. Le chef de bureau de la MONUSCO à Beni, Warner Ken Kate demande à la population de Beni de faire confiance au travail des casques bleus de la MONUSCO sur le terrain. Il exhorte la population à ne pas attaquer son personnel ni ses engins. A l'issue d'une réunion du conseil urbain de sécurité tenue mardi à Beni, le commandant des opérations Sukala1 Sud avait fait état des cas des comportements d'hostilité de la population devant les forces de la MONUSCO.

RDC : le rapport officiel sur les émeutes de septembre publié. Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Evariste Boshab a présenté mardi dans un document appelé « Livre Blanc » le rapport d'enquête gouvernementale sur les manifestations de l'opposition des 19 et 20 septembre qui ont dégénéré en émeutes à Kinshasa. Ce document de 50 pages décrit en sept points le déroulement de ces manifestations, leurs conséquences, les observations des experts attirés du gouvernement, leur évaluation, la prévention à charge ainsi que les mesures prises, a expliqué à la presse et aux ambassadeurs et corps diplomatique accrédité en RDC, le ministre Evariste Boshab soulignant que les actes décrits dans ce document « sont d'une extrême sauvagerie ». Et selon ce rapport, le bilan de ces manifestations est de trente-deux morts parmi lesquels trois policiers dont un brûlé vif et une fillette de neuf ans.

Gestion de la transition : la primature reviendra à l'opposition. Le premier ministre qui va diriger la transition politique qui intervient après le 19 décembre sera issu de l'opposition qui participe au dialogue. André

Alain Atundu, porte-parole de la Majorité Présidentielle (MP) estime qu'il s'agit-là d'une « responsabilité » pour l'opposition. Il fait remarquer que cet acte n'est pas une défaite pour la MP qui veut un aboutissement heureux du processus électoral. L'opposant José Makila qui fait partie du groupe des négociations pour le compte de l'opposition politique, indique que sa plateforme politique n'est pas encore officiellement notifiée de cette concession faite par la MP. Sur les onze points de divergences entre la Majorité Présidentielle et l'opposition politique, huit sont aplanis, révèlent certains cadres qui participent à ce forum. La facilitation avait mis en place, depuis le 1er octobre 2016, un groupe de travail pour aplanir les divergences entre les parties prenantes au dialogue. La facilitation attend les résultats de ce travail pour convoquer la plénière afin de clôturer les travaux du dialogue par la signature d'un accord politique.

Justice : Bruno Tshibala transféré à la prison de Makala. Le secrétaire général adjoint de l'UDPS, Bruno Tshibala, a été transféré ce mercredi 12 octobre à 5 h du matin à la prison centrale de Makala. Le Bureau conjoint des nations unies aux droits de l'homme(BCNUDH) a livré cette information au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies. Bruno Tshibala a été arrêté dimanche 9 octobre par les services de sécurité alors qu'il voulait se rendre en Belgique. Il est accusé d'être l'un des organisateurs de la marche de l'opposition qui a dégénéré et occasionné plusieurs dizaines des morts.

La RDC peut nourrir des milliards de personnes, selon la FAO. Le représentant de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en RDC, Alexis Bonte révèle qu'avec son potentiel, la RDC peut nourrir 2 milliards de personnes à travers le monde. Il ajoute que malgré les effets du changement climatique, si des mesures d'adaptation sont mises en œuvre en RDC, cet objectif peut être atteint. Il a fait cette déclaration ce mercredi 12 octobre au cours de la conférence de presse des nations unies, en compagnie du représentant du PAM. Il note aussi que le monde doit s'adapter au changement climatique avec ses effets néfastes notamment sur le secteur agricole, même si la RDC bénéficie de certains avantages.

Jeudi 13 octobre.

Samy Badibanga déchu en violation de la procédure, selon l'UDPS et alliés. Le député national Samy Badibanga reste le président du groupe parlementaire UDPS et alliés à l'Assemblée nationale, affirme le rapporteur adjoint de ce groupe parlementaire, le député national Ambatobe Nyongolo, déchu en même temps que le président de ce groupe par leurs pairs. Il a déclaré à Radio Okapi que le processus de leur déchéance n'a pas respecté les dispositions réglementaires. Il estime donc qu'il y a violation flagrante du règlement intérieur de l'Assemblée nationale car la démarche des autres députés n'a suivi ni les dispositions du règlement intérieur, ni les dispositions du règlement intérieur du groupe parlementaire.

L'interdiction des membres du Rassemblement de quitter la RDC : une « provocation », selon Willy Mishiki. Willy Mishiki, l'un des membres du Rassemblement interdits de quitter le pays à en croire une réquisition du Procureur général de la République, qualifie cette mesure de « provocation ». Il a déclaré mercredi 12 octobre à Radio Okapi que cette réquisition «risque de briser le pacte républicain et pousser vers le radicalisme». Les personnes visées sont accusées de mouvement insurrectionnel en lien avec les émeutes des 19 et 20 septembre derniers. Il fait remarquer par ailleurs que cette réquisition ne s'attaque qu'à la plateforme du Rassemblement malgré sa plainte contre quelques autorités du pays dans la même affaire.

Equateur : trois ministres démissionnaires regagnent l'assemblée provinciale. Trois des sept ministres qui ont démissionné du gouvernement Tony Bolamba ont repris leurs sièges mercredi 12 octobre à l'assemblée provinciale. Leur réintégration a eu lieu au cours de la première plénière de la session de septembre conduite par le président de cette institution, Lofandje Kulube. Leur réintégration est conforme aux articles de 110 et 197 de la constitution, ainsi que 75 du règlement intérieur de l'assemblée provinciale, a indiqué le président de l'assemblée, Lofandje Kulube.

Beni : des hommes en tenue de l'armée ougandaise aperçus à Watalinga. Une incursion d'hommes armés en tenue de l'armée ougandaise a été signalée durant la nuit de lundi à mardi 11 octobre dans le secteur de Watalinga en territoire de Beni (Nord-Kivu). D'après le coordonnateur de la Convention pour le Respect des Droits de l'Homme (CRDH), une ONG de défense des droits de l'Homme actif à Beni, ces hommes ont été aperçus par les autochtones dans deux villages congolais du groupement de Bahumu, une circonscription territoriale de Beni frontalière avec l'Ouganda. Ces hommes armés disposaient d'engins de guerre importants. Ils ont disparu en plein parc national des Virunga, a alerté mercredi Jean Paul

Ngahangondi, le coordonnateur de la CRDH. Il demande au gouvernement congolais de rester aux aguets et de sécuriser ses frontières communes avec l'Ouganda ainsi que la population de Beni.

Cinq officiers des FARDC condamnés à de lourdes peines pour tentative de corruption à Lufu. Au terme d'une audience publique qui s'est déroulée durant quatre jours devant une foule nombreuse, les cinq officiers de l'armée ont été reconnus coupables de violation des consignes et tentatives de corruption au poste frontalier de Lufu dans le territoire de Songololo (Kongo-central) où se tient un marché transfrontalier. Le commandant du 11^e régiment des génies militaires du Kongo-Central a écopé de la peine maximale, celle de 15 ans de prison ferme et condamné à payer des milliers de Francs congolais comme amendes transactionnelles. La justice militaire lui reproche d'avoir cherché à faire passer sept véhicules transportant de ciment gris en provenance de l'Angola sans payer les taxes provinciales. Ses subordonnés, un capitaine, un sergent et deux lieutenants ont été condamné chacun à des peines allant de deux à dix ans de prison ferme.

Kinshasa : plaidoyer pour la réduction des taxes d'importation des médicaments contre le paludisme. Les députés nationaux membres du réseau de parlementaires sur la lutte contre le paludisme plaident pour la suppression des taxes d'importation des médicaments contre cette maladie. Coco Igumba, le président de cette structure, affirme que les médicaments antipaludiques coutent « trop cher en RDC » à cause notamment de la multiplicité des taxes d'importation de ces produits.

Kalemie : résurgence du choléra, 194 cas signalés en deux semaines. Cent quatre-vingt-quatorze cas de choléra ont été enregistrés en l'espace de deux semaines dans la zone de santé de Kalemie (Tanganyika). D'après les autorités sanitaires provinciales, cent un cas avec zéro décès ont été enregistrés la semaine passée et quatre-vingt-treize autres cas la semaine précédente.

RDC : la SADC appelle l'opposition hostile à rejoindre le dialogue. La mission de l'organe de coopération politique, défense et sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) invite « les membres de l'opposition hostile au dialogue » à rejoindre ce forum en vue d'un accord inclusif. C'est ce qui ressort du communiqué final qui a sanctionné la clôture des consultations des acteurs politiques de la RDC que cette délégation a initiées depuis mardi à Kinshasa. Dans ce communiqué, la délégation de la SADC indique avoir noté « un progrès encourageant dans le dialogue national ainsi que dans le processus d'enrôlement des électeurs par la CENI ».

Nord-Kivu : des ONG répertorient des violences répétitives des droits humains. Une trentaine d'organisations de défense des droits humains en ville et territoire de Beni ont répertorié des dizaines de cas de violations répétitives des droits humains d'août 2015 à octobre 2016. Les résultats de ce monitoring sur les violations des droits humains ont été présentés, la semaine dernière au cours d'une rencontre organisée à Beni ville, par l'ONG internationale Amnistie Internationale. Parmi les principales violations répétitives documentées par ces ONG, figurent les viols et violences sexuelles, le traitement inhumain dégradant et humiliant. Ces organisations citent aussi des cas des tortures, la corruption au sein de l'appareil judiciaire, privation des libertés d'expression et de manifestation.

RDC : le syndicat du corps diplomatique menace d'aller en grève. Le Syndicat du corps des diplomates (SYCODIP) du ministère des affaires étrangères accorde une semaine aux autorités du ministère des affaires étrangères pour répondre à leurs revendications. Ce syndicat revendique notamment l'intégration des agents de nouvelles unités, le payement des primes des agents pour des fonctions permanentes et les envois en postes.

Maniema : près de 800 ménages sans abris après la pluie à Kasongo. Près de 800 ménages sans abris ont été enregistrés par la Caritas développement à Kasongo dans la province du Maniema, après la pluie du mercredi 12 octobre. La Caritas note aussi que 17 écoles, 6 églises, le bloc pédiatrique de l'hôpital général de référence de Kasongo et un hôtel ont été endommagés. Plus au moins 1600 élèves ont perdu leurs fournitures scolaires, les dossiers et les uniformes. Face à ce désastre humanitaire, Caritas demande au gouvernement de venir en aide d'urgence aux sinistrés.

Vendredi 14 octobre.

Assemblée nationale : l'affaire de la double nationalité refait surface. Le député national Toussaint Alonga a relancé, mercredi 12 octobre, la question de la détention de la double nationalité détenue par certains Congolais dont les officiels en violation de la constitution. Il a initié une question orale avec débat pour que les détenteurs de la double nationalité, qui dirigent différentes institutions, soient poursuivis par la Justice. Toussaint Alonga estime qu'il est inadmissible que le pays soit géré par des personnes détenant deux nationalités, violant ainsi l'article 10 de la constitution.

Kabalo : plaidoyer pour le rapprochement des sites de paie des enseignants à leurs milieux d'affectation. La société civile de Kabalo (Tanganyika) demande au gouvernement congolais et aux banques partenaires dans la paie des enseignants de rapprocher les sites de paie de ces fonctionnaires de leurs milieux d'affectation. Le coordonnateur de cette structure Guillaume Masola fait état d'absences prolongées des enseignants dans les classes parce que obligés d'aller percevoir leurs salaires dans des endroits situés à des centaines de kilomètres de leurs milieux de travail et de résidence.

Nyunzu : les communautés Luba et Twa appelés à résoudre pacifiquement leurs conflits. La fondation katangaise, une plateforme regroupant les associations socioculturelle de développement du Grand Katanga, appelle les communautés Luba et Twa vivants dans le territoire de Nyunzu (Tanganyika) à résoudre leurs conflits «sous l'arbre à palabre», c.à.d. pacifiquement. Le territoire de Nyunzu est depuis plusieurs années en proie à une guerre tribale entre les Luba et les Twa. Dans cette région, les affrontements communautaires entre pygmées et bantous sur fond des conflits fonciers sont fréquents.

La MONUSCO inaugure deux projets d'intérêts communautaires à Irumu. La MONUSCO a inauguré mercredi dans la chefferie de Walendu Bindi en territoire d'Irumu (Ituri) deux projets d'intérêts communautaires à l'intention des jeunes et des femmes victimes de viol ou traumatisées par les conflits armés. Il s'agit d'un centre de savonnerie artisanale et de coupe et couture ainsi que d'un centre d'informatique et d'apprentissage automobile. Financés à hauteur de 150 000 dollars américains par la MONUSCO, ces projets visent d'une part à autonomiser les femmes victimes de viol dans la région et d'autre part à dissuader les jeunes désœuvrés à rejoindre les groupes armés actifs en Ituri.

Kabeya Kamuanga : la cité de Kena Nkua attaquée par des présumés miliciens de Kamwina Nsapu. Des coups de feu sont entendus depuis la matinée de ce vendredi 14 octobre dans la cité de Kena Nkuna, le chef-lieu du territoire de Kabeya Kamuanga (Kasaï-central). Des personnes identifiées à la milice du chef Kamwina Nsapu et les militaires basés dans cette cité s'affrontent, selon des sources locales. Les miliciens ont pillé des bâtiments administratifs, des résidences de certains fonctionnaires de l'Etat et le bureau de l'antenne locale de la CENI avant de les incendier, précisent des sources concordantes.

Arthur Z'ahidi Ngoma décoré à titre posthume. Le président Joseph Kabila a élevé ce vendredi à titre posthume l'ancien vice-président de la RDC Arthur Z'ahidi Ngoma au rang de grand officier de l'ordre des héros nationaux Kabila-Lumumba.

Haut-Lomami : trois décès dus à la Typhoïde enregistrés en une semaine à Nyundwe. Le médecin chef de zone de Nyundwe qui a révélé jeudi ce chiffre évoque une recrudescence de la maladie dans la région. Clarisse Kasongo affirme avoir enregistré également 35 cas de fièvre typhoïde au cours de la même période.

Nord-Kivu : plus de 135 000 enfants privés de scolarité à cause de l'insécurité, selon OCHA. Environ 135 000 enfants en âge d'aller à l'école primaire n'ont pas accès à l'enseignement, a alerté mercredi dans son bulletin d'information le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA). Ces enfants sont essentiellement des enfants déplacés vivants dans les territoires de Lubero, Beni, Masisi et Rutshuru, précise le document.

Equateur : premier conseil des ministres du gouvernement réaménagé. Le gouverneur de l'Equateur, Tony Bolamba, a présidé jeudi le premier conseil des ministres de son gouvernement réaménagé. Au cours d'un point de presse qu'il a tenu à l'issue de ce conseil, Tony Bolamba a déclaré qu'il disposait d'une équipe de «technocrates», ajoutant qu'elle est «celle qui répond à sa vision de la gestion de la province». Il a par ailleurs appelé une nouvelle fois la population à lui faire confiance.

RDC : la cour constitutionnelle reporte le verdict sur la requête de la CENI. La cour constitutionnelle reporte pour lundi 17 octobre le verdict sur la requête introduite par la CENI pour solliciter un report de la convocation du scrutin pour l'élection présidentielle, prévue pour ce vendredi 14 octobre. Selon le président de la cour constitutionnelle Lwamba Bindu, l'absence de trois juges à l'audience publique télévisée n'a pas permis à la cour de fixer la CENI sur sa requête.

Sud-Kivu: 300 nouveaux cas de choléra enregistrés à Baraka. Les autorités sanitaires de la province du Sud-Kivu rapportent que 300 nouveaux cas de choléra ont été enregistrés en l'espace de 3 mois à Misisi et Lulimba (territoire de Fizi) et l'on a enregistré 13 décès parmi ces malades. Les difficultés d'accès à l'eau potable sont la principale cause de la flambée de cette maladie, notent les sources médicales.

Samedi 15 octobre.

La restriction de la durée des visas des diplomates congolais n'est pas une sanction. «C'est une petite secousse dans les relations bilatérales qui s'expliquent assez facilement dans les conditions actuelles ; ce n'est pas une mesure de sanction, parce que les visas restent disponibles. Nous n'imposons aucune restriction de voyage aux détenteurs des passeports diplomatiques congolais qui d'ailleurs ne sont pas seulement des personnes du côté de la Majorité, mais également du côté de l'opposition», affirme Bertrand de Crombrughe, le nouvel ambassadeur de la Belgique en RDC.

RDC : la situation économique du pays au centre d'une réunion interinstitutionnelle autour de Joseph Kabila. Le président de la République Joseph Kabila a tenu, vendredi 14 octobre au palais de la nation à Kinshasa, une réunion interinstitutionnelle. Elargie aux membres des bureaux de deux chambres du parlement et à l'équipe économique du gouvernement, cette rencontre est revenue sur la situation économique de la RDC.

«Un seul constat a été fait, la situation économique est préoccupante. Il est nécessaire que l'on puisse resserrer nos ceintures pour y faire face», a indiqué le vice-premier ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, lors de la restitution de cette réunion sur la RTNC. Faisant allusion aux 28 mesures prises par le Gouvernement à la suite de l'onde de choc qui, selon lui, a affecté l'économie mondiale sans épargner la RDC, Evariste Boshab a indiqué que l'exécutif national a été chargé de chercher des voies et moyens pour faire face à cet état de chose.

Mongala : démission du ministre provincial de l'Environnement. Le ministre provincial de l'Environnement, ressources naturelles et développement durable de la Mongala, Serge Mokako Mopila, a démissionné de son poste vendredi 14 octobre. Dans sa lettre remise au gouverneur de province, il a indiqué avoir quitté le gouvernement provincial pour des raisons de convenance personnelle.

RDC : Felix Kabange recommande le lavage des mains pour éviter les maladies infectieuses. La RDC célèbre ce samedi 15 octobre la journée internationale de lavage des mains sous le thème : «Choisir le lavage des mains, c'est choisir la santé». D'après le ministre de la Santé publique, Felix Kabange Numbi, un grand nombre de maladies infectieuses qui sévissent au pays, notamment le choléra, la fièvre typhoïde et diverses dysenteries sont dites «maladies des mains sales», car, elles résultent en grande partie de la mauvaise pratique de lavage des mains. De son côté, l'UNICEF souligne l'importance de la pratique régulière de lavage des mains avec du savon ou de la cendre par la population, pour éviter les maladies diarrhéiques et respiratoires transmises par cette voie.

Kinshasa : le parti politique UDA/Originelle tient sa première convention. Plusieurs délégués de l'Union démocratique Africaine (UDA)/Originelle prennent part, depuis vendredi 15 octobre à Kinshasa, à la première convention de ce parti politique de l'opposition. A en croire le secrétaire général de cette formation politique, Martin Mukonkole, ces assises de deux jours s'inscrivent dans le cadre de la requalification et la consolidation de l'action du parti. M. Mukonkole estime qu'après trois ans d'existence depuis la renaissance de l'Union démocratique Africaine, il est question pour ses membres de s'arrêter pour poser la question sur les nouvelles orientations du parti.

Bukavu : Mme Bangura visite le bâtiment de la police de protection de l'enfance. En séjour en RDC, la représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en charge des questions de violences en période de conflits, Mme Zainab Hawa Bangura, a visité vendredi 14 octobre à Bukavu (Sud-Kivu), le bâtiment de la police de protection de l'enfance et de lutte contre les violences sexuelles. Accompagnée de la

représentante personnelle du chef de l'Etat chargée de la lutte contre les violences sexuelles, Jeannine Mabunda, elle a voulu s'imprégner de l'état d'avancement des efforts dans la lutte contre les violences sexuelles.

Tshopo: la division de la santé réclame des fonds pour la vaccination. La division provinciale de la santé de la Tshopo sollicite un montant de 78 000 dollars américains pour appuyer des activités de vaccination dans la province. Dans un plaidoyer adressé au gouvernement provincial, le chef d'antenne local du programme élargi de vaccination (PEV), le Dr Bom's Bonyoka, a révélé la faible couverture vaccinale contre la rougeole et la tuberculose. Selon cette faible couverture vaccinale est liée au manque des moyens suffisants.

Kinshasa: inauguration d'un « centre de ressources pour les médias ». Dans le cadre du programme de développement du secteur des médias en RDC initié par l'ONG Journalistes en danger (JED) avec l'appui d'Internews et le financement de l'USAID, un centre de ressources pour les médias (CRM) a été inauguré vendredi 14 octobre à Kinshasa. Ce centre est doté d'un studio de production audiovisuelle, d'un cybercafé, des machines d'impression, d'une salle de réunion et d'une bibliothèque.

RDC: HRW appelle à l'incarcération du chef de guerre katangais Gédéon. L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a appelé vendredi les autorités de la RDC à incarcérer le chef de milice congolais Gédéon, condamné à mort, qui est réapparu libre à Lubumbashi (sud-est). Les autorités congolaises « devraient également engager des procédures judiciaires relatives aux crimes présumés commis depuis l'évasion de Gédéon en 2011 », ajoute HRW. Des organisations de défense des droits de l'Homme ont protesté contre l'accueil réservé par les autorités civiles et militaires de la province du Haut-Katanga à l'occasion de sa reddition mardi avec une centaine de ses hommes, estimant que sa place était en prison. Kyungu Mutanga, alias Gédéon, était à la tête d'un groupe maï-maï (miliciens) pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003), mais il avait refusé de rendre les armes. Arrêté, il avait été condamné à mort en mars 2009 pour « crimes de guerre, crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et terrorisme ». Gédéon avait été incarcéré dans une prison de haute sécurité dont il s'était évadé en septembre 2011 à la faveur d'une attaque menée avec des moyens militaires très importants.

Université de Bunia: des accusations de détournement perturbent la rentrée. Alors que la rentrée académique est prévue ce samedi 15 octobre en RDC, les étudiants de l'Université de Bunia conditionnent la reprise des cours dans cet établissement universitaire par la révocation du secrétaire administratif et du secrétaire académique. Ils accusent ces deux responsables d'avoir détourné environ 100 000 dollars américains.

Des agences d'envoi de colis scellées à Lubumbashi. Le parquet de Lubumbashi a scellé vendredi une vingtaine d'agences d'envoi de colis de moins de deux kilos. Une décision qui fait suite à la plainte de la direction provinciale de la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT) qui évoque une décision gouvernementale de 2015. Dans la ville de Lubumbashi, on compte plus de 300 agences d'envoi de colis. Le directeur provincial de la SCPT, Pierrot Tshikumba, affirme qu'un arrêté ministériel de novembre 2015 accorde pourtant le monopole de l'envoi des courriers à son entreprise.

Nord-Kivu: accrochage entre militaires et membres d'une secte, 3 morts. Trois personnes sont mortes samedi 15 octobre dans la ville de Butembo au cours d'un accrochage entre des militaires congolais et des membres d'une secte. Selon des sources de la société civile locale, il s'agit des membres de la secte « Eglise corps du Christ » qui s'étaient installés sur la mont Carmel, colline située au Sud-Est de la ville de Butembo. Ces personnes auraient notamment porté des machettes, des lance-pierre et des lance-flèches. Des sources locales rapportent que les membres de cette secte voulaient se rendre à Beni.

RDC: Théophile Mbemba appelle au respect de l'«apolitisme» des universités. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, Théophile Mbemba, a appelé samedi 15 octobre au respect du principe « d'apolitisme » dans les universités. A l'occasion de la rentrée académique 2016-2017 en RDC, il a plaidé pour que l'université demeure « en dehors de toute idéologie partisane ».

Dimanche 16 octobre.

Dialogue: le compromis sur l'accord politique sera présenté lundi à la plénière. Au terme d'un mini-plénière du dialogue convoqué par le facilitateur Edem Kodjo samedi 15 octobre à Kinshasa, le co-modérateur de la Majorité présidentielle, Thambwe Mwamba, a affirmé qu'un compromis a été trouvé. Sans en dire

d'avantage, il a fait savoir que ce compromis allait être présenté lundi à la plénière du dialogue avant qu'il soit annoncé à la presse. Le co-moderateur a estimé qu'il était « normal que ces conclusions soient d'abord apportées à la plénière du dialogue ». Il s'est dit confiant au sujet de l'aboutissement de cet accord qui doit conclure ce forum ouvert depuis le début du mois de septembre.

Nord-Ubangui : deux cas suspects de fièvre hémorragique à Businga. Deux cas suspects de fièvre hémorragique ont été enregistrés vendredi 14 octobre à Businga, dans la province du Nord-Ubangi, indique le médecin directeur de l'hôpital général de référence de cette cité. Selon lui, deux malades suspects, avec les mêmes symptômes apparentés à la maladie, sont morts le même vendredi 14 octobre.

Kongo Central : 20 femmes formées sur la préparation de la campagne électorale. Le Réseau des femmes et développement (REFD), avec l'appui financier de la fondation américaine National Endowment for Democracy (NED), a formé 20 femmes leaders des partis politiques de la Majorité présidentielle et de l'opposition ainsi que de la société civile sur les stratégies à utiliser pour se préparer avant la tenue des élections et sur la réussite d'une campagne électorale. Ce séminaire organisé du 13 au 15 octobre à Matadi a eu pour thème : « marketing politique et élection ». Selon Annie Mbadu, secrétaire provinciale du REFD, la femme qui a la vocation politique ne doit pas attendre le dernier moment pour entreprendre les démarches qui doivent aboutir à son élection.

Ituri : des miliciens de la FRPI pillent les biens de la population à Ngasu. Les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont fait une incursion ce dimanche 16 octobre au village Ngasu, dans le territoire d'Irumu. Selon la société civile locale de cette entité, ces assaillants ont tiré plusieurs coups de feu avant de se livrer au pillage des biens des populations. Ces rebelles ont emporté des chèvres, poules, motos, vélos, téléphones, panneaux solaires et la récolte du champ. Les militaires qui se trouvaient à deux kilomètres du lieu de l'incursion sont intervenus et poursuivent ces miliciens pour tenter de récupérer les biens pillés.

Vital Kamerhe : « L'accord trouvé contient des dates que nous voulions ». Le co-moderateur de l'opposition Vital Kamerhe indique que l'accord trouvé au terme d'une mini-plénière du dialogue convoqué par le facilitateur Edem Kodjo samedi 15 octobre à Kinshasa, contient des dates que l'opposition voulait. Il rappelle que les compromis avaient déjà été trouvés sur les élections présidentielles couplées des législatives nationales et provinciales. Depuis plusieurs semaines, les parties prenantes au dialogue peinaient à se mettre d'accord au sujet de l'accord final qui doit être signé à la fin du dialogue. Le facilitateur leur avait soumis un projet d'accord politique qui prévoit notamment la mise en place d'un gouvernement d'union nationale qui allait gérer le pays sous la direction de l'actuel chef de l'Etat jusqu'à l'installation du nouveau président de la République élu.

RDC : l'UDA plaide pour le respect de la constitution. L'Union démocratique africaine (UDA) originelle appelle au respect de la Constitution pour la tenue de l'élection présidentielle transparente en République démocratique du Congo (RDC). C'est l'une des résolutions adoptées par ce parti, à l'issue de la convention tenue à Kinshasa les 14 et 15 octobre derniers. Ce parti membre du Rassemblement plaide aussi pour la mise en œuvre de la résolution 2277 du conseil de sécurité des Nations Unies. Il a également rejeté le dialogue organisé actuellement par le facilitateur Edem Kodjo.

Nouveau recteur de l'UCC, l'Abbé Santedi axe son mandat sur un enseignement de qualité. L'Abbé Léonard Santedi a été investi, samedi 15 octobre, recteur de l'Université catholique du Congo (UCC), à l'occasion de la rentrée officielle de l'année académique 2016-2017. Après son investiture, le nouveau recteur de l'UCC axe son mandat sur un enseignement de qualité. Il invite tous les partenaires de l'éducation à contribuer à la formation de la jeunesse congolaise. À l'Université Patrice Emery Lumumba de Kalemie, la rentrée académique 2016-2017 est placée sous le signe « d'engagement et du changement », et ce, malgré la concurrence à laquelle se livrent les universités, a indiqué le secrétaire général académique, Barthélemy Miseka.

Nord-Kivu: le bilan de l'accrochage entre militaires et une secte revu à la hausse, 5 morts. Le bilan de l'accrochage entre des militaires congolais et des membres d'une secte dans la ville de Butembo (Nord-Kivu) est passé de trois à cinq morts, renseignent les autorités de cette ville. Parmi les morts, on compte deux enseignants, deux élèves et un militaire. Les personnes mortes sont des victimes de l'explosion d'une roquette projetée par un officier des Forces armées de la RDC. Les jeunes membres de cette secte ont été tous arrêtés puis acheminés à la mairie.

Lundi 17 octobre.

Nord-Kivu : la société civile s'inquiète des initiatives d'auto-défense contre les ADF. La coordination provinciale de la société du Nord-Kivu se dit inquiète des initiatives d'auto-défense prises par les habitants des territoires de Beni et Lubero pour combattre les présumés rebelles ougandais des ADF. Le rapporteur général de la société civile provinciale, Etienne Kambale pense que ces initiatives sont périlleuses et risquent d'embraser la province. Il a rappelé que le week-end dernier, dans la ville de Butembo, un groupe de jeunes organisé en groupe d'auto-défense munis d'armes blanches, a voulu se rendre à Beni pour combattre des présumés ADF.

Kasaï-Central: la société civile réclame le rétablissement de la sécurité. La société civile du Kasaï-Central demande au gouvernement de rétablir la sécurité mise en mal dans cette province par des miliciens du chef traditionnel Kamuina Nsapu. Selon Kenandi Ngandu, l'un des responsables de cette structure citoyenne, la population a déserté plusieurs localités de Dibaya, Demba et Dimbelenge à cause de l'activisme de ces miliciens.

Il fait remarquer que les infirmiers et médecins de près de cinq zones de santé se sont réfugiés à Kananga depuis plus de deux semaines.

RDC: l'UE appelle à «une nouvelle phase d'un processus politique plus inclusif». Dans un communiqué publié lundi 17 octobre à l'issue du Conseil européen sur la RDC, l'Union européenne indique que le dialogue actuellement en cours en RDC « doit ouvrir la voie à une nouvelle phase d'un processus politique plus inclusif au cours des semaines à venir ». Pour l'UE, d'ici le 19 décembre-date de la fin du deuxième et dernier mandat d l'actuel chef de l'Etat-, la manière dont se déroulera la période transitoire jusqu'aux élections doit être clarifiée.

Pour l'Union européenne, la crise politique en RDC ne peut être résolue « qu'à travers un engagement public et explicite de tous les acteurs de respecter la Constitution actuelle, en particulier en ce qui concerne la limitation des mandats présidentiels ainsi que par un dialogue politique substantiel, inclusif, impartial et transparent.

Couvre-feu instauré à Mbuji-Mayi. Le gouvernement du Kasaï-Oriental a décrété depuis samedi un couvre-feu dans la ville de Mbuji-Mayi. Ce couvre-feu sera observé entre 22 heures et 5 heures. Cette décision a été annoncée au lendemain de l'attaque de la cité de Kena Nkuna, chef-lieu du territoire de Kabeya Kamuanga dans la province voisine de Kasaï-Central, par des hommes armés identifiés comme des miliciens du chef traditionnel Kamuina Nsapu.

Sud-Kivu: des heurts entre forces de l'ordre et manifestants font 7 morts. Une manifestation des conducteurs de taxi-motos contre l'insécurité a occasionné dimanche 16 octobre à Baraka (Sud-Kivu) des heurts avec les forces de l'ordre, faisant sept morts. Les conducteurs de taxi-motos qui ont manifesté protestaient contre la mort de leur collègue abattu par des hommes armés la nuit précédente dans son domicile.

Haut-Katanga: le gouverneur déclare l'épidémie de choléra à Moero. Le gouverneur du Haut-Katanga, Jean-Claude Kazembe, a déclaré samedi 15 octobre l'épidémie de choléra à Moero, une collectivité située dans le territoire de Pweto.

Dialogue: la sécurité à Beni doit figurer dans l'accord final, estime le CEPADHO. Dans un communiqué de presse publié dimanche 16 octobre, le Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO) exhorte le facilitateur du dialogue politique Edem Kodjo et les deux co-moderateurs à ne pas procéder à la signature de l'accord final de ce forum s'il n'intègre pas la question de la sécurité à Beni dans le Nord-Kivu. Pour le coordonnateur de cette ONG, les participants au dialogue n'ont accordé aucune importance sur la situation qui prévaut à Beni où des massacres des civils sont enregistrés depuis plus de deux ans.

Kananga: les autorités vont mettre fin aux réseaux électriques privés. Le ministre de l'Energie du Kasaï-Central, Albert Ussotshika, a annoncé que les réseaux électriques privés installés dans la ville de Kananga allaient bientôt être défaits. Depuis quelques mois, plusieurs personnes qui possèdent des groupes électrogènes de grande capacité ont organisé dans la ville de Kananga des réseaux privés de desserte de l'énergie électrique. Des familles qui en font la demande sont connectées au réseau, moyennant le

paiement de certaines sommes d'argent. Ces initiatives seraient encouragées par le besoin en électricité dans la ville. La société publique d'électricité peine à fournir l'énergie électrique à tous les habitants. Avec sa centrale thermique, elle n'alimente que quelques quartiers de la ville pendant quelques heures.

Violences à Kinshasa: une mission de la procureure de la CPI en RDC. La procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, annonce l'envoi en RDC d'une délégation des membres de son bureau jusqu'au 20 octobre. Elle indique dans un communiqué que l'envoi de cette mission fait suite aux récentes violences enregistrées en septembre dernier à Kinshasa. Les membres du bureau de Fatou Bensouda vont notamment rencontrer des représentants officiels de la RDC, les membres de partis politiques, la société civile et la presse. Elle fait savoir que toute personne qui commet, ordonne, incite, encourage ou contribue de toute autre manière à la commission de crimes relevant de la compétence de la CPI est passible de poursuites.

Dialogue: l'accord politique adopté «par acclamation». Les participants au dialogue ont adopté lundi 17 octobre « par acclamation » l'accord politique pour l'organisation des prochaines élections en RDC. Dans cet accord, indique un communiqué du facilitateur Edem Kodjo, les parties prenantes au forum ont convenu « de préparer et d'organiser les élections présidentielle, législatives et provinciales dans un délai de 6 mois dès la convocation des scrutins le 30 octobre 2017 ». La plénière du dialogue a confirmé que le prochain Premier ministre sera issu de l'opposition. L'actuel chef de l'Etat Joseph Kabila va continuer à exercer ses fonctions après le 19 décembre 2016, jusqu'à l'installation effective d'un nouveau président élu de la République.

Hôpital général de Kinshasa : les malades internés déplorent les mauvaises conditions hygiéniques. Plusieurs malades et proches des malades internés à l'hôpital général de référence de Kinshasa (Ex-Maman Yemo) déplorent les mauvaises conditions hygiéniques et la précarité de la prise en charge des patients. Certains garde-malades dénoncent notamment l'insalubrité qui règne dans les toilettes des malades internés. A en croire ces témoins, la plupart des pavillons ainsi que les installations hygiéniques de cet hôpital sont vétustes et souvent mal entretenues. Faut-il d'un service de qualité de la literie, les malades internés se voient parfois contraints d'amener eux-mêmes leurs propres draps, ont-ils déploré.

RDC : huit personnes sur dix vivent sous le seuil de la pauvreté absolue, selon le PNUD. Huit personnes sur dix vivent sous le seuil de la pauvreté absolue en RDC. La directrice du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en RDC, Mme Priya Gajraj, l'a affirmé lundi 17 octobre à Kinshasa, en marge de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté célébrée le 16 octobre de chaque année. Relevant les différents facteurs à la base de cette situation, Mme Priya Gajraj a évoqué le chômage, manque d'accès à l'éducation et les crises provoquant les déplacements de la population.

RDC : la Cour constitutionnelle autorise la CENI à publier un nouveau calendrier électoral. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) peut produire un calendrier électoral qui va au-delà des délais constitutionnels. La Cour constitutionnelle a accepté lundi 17 octobre sa requête sur le report de la convocation du corps électoral pour le scrutin présidentiel qui aurait dû se faire le 19 septembre dernier conformément à la constitution de la RDC. Le président de la CENI, Corneille Nangaa a d'abord présenté les contraintes d'ordre technique, opérationnel, logistique, légal, sécuritaire et financier qui ont poussé son institution à demander ce report. Il a ajouté que d'après l'audit du fichier électoral, 450 000 doublons ont été détectés, plus d'un million et demi de personnes décédées ainsi que plus de 8 millions de majeurs dont l'âge varie entre 18 et 22 ans qui manquent dans ce fichier. Ce qui justifiait, à ses yeux, la nécessité d'une refonte de ce fichier.

Mardi 18 octobre.

Ituri: 6 morts dans des affrontements entre militaires et miliciens. Les affrontements qui ont opposé dimanche 16 octobre des militaires et les miliciens Maï-Maï Simba de Kilao à Kanyaboibi (Ituri) ont fait six morts, selon des sources militaires. Selon le porte-parole de l'armée en Ituri, le capitaine Carlos Kalombo, les soldats congolais ont lancé une attaque contre le quartier général de ce groupe Maï-Maï qui tentait de se réorganiser. Il précise que ces miliciens s'étaient coalisés avec d'autres et planifiaient des attaques contre des villages dans le territoire de Mambasa.

Tanganyika: 16 morts dans des affrontements entre Luba et pygmées. Seize personnes ont été tuées dans des affrontements qui opposent depuis samedi 15 octobre des membres de la communauté Luba aux autochtones pygmées dans le territoire de Kabalo (Tanganyika). La dispute a commencé lorsque des pygmées du village Monde sont allés vendre des chenilles au petit marché local de Kabumba, 2 km plus loin. Le chef du village Kabumba, un Luba, aurait exigé aux femmes pygmées de payer une taxe avant de vendre leurs produits. Ces femmes qui ont refusé de payer la taxe ont été violentées par des habitants du village, indiquent des sources locales. Pour venger les femmes violentées, des membres de la communauté pygmée ont tué samedi à la flèche trois membres de la communauté Luba. En réaction, un groupe d'auto-défense Luba a mené, à son tour, une action punitive lundi 17 octobre. Treize pygmées ont été tués.

RDC : Moïse Nyarugabo élu rapporteur-adjoint au Sénat. Le sénateur Moïse Nyarugabo du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) a été élu lundi 17 octobre rapporteur-adjoint du sénat. Au second du scrutin, il a battu la sénatrice Bijou Goya de l'Union des démocrates congolais (UDECO), parti politique de la Majorité présidentielle. Moïse Nyarugabo remplace à ce poste Lola Kisanga, élu en mars dernier gouverneur du Haut-Uélé.

Un accord pour l'élimination des gaz Hydrofluorocarbures adopté à Kigali. Un accord pour l'élimination progressive des gaz Hydrofluorocarbures (HFC) a été adopté par 197 pays, vendredi 14 octobre à Kigali (Rwanda), lors de la 28e réunion du protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone. Cet accord marque la fin progressive des hydrofluorocarbures, gaz dont l'effet de serre est 14 000 fois plus puissant que le CO₂. Ils sont principalement utilisés comme réfrigérants, dans les climatiseurs et les réfrigérateurs. Selon le directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement, l'élimination des HFC pourrait réduire de 0,5°C le réchauffement mondial d'ici 2100.

Incendie au greffe pénal de la cour d'appel de Lubumbashi. Le greffe pénal de la cour d'appel de Lubumbashi (Haut-Katanga) a été incendié lundi 17 octobre. Le procureur général près la cour d'appel de Lubumbashi, Pascal Mukonkole, affirme sans plus de détails que cet incendie est criminel. Il a promis des « sanctions exemplaires » aux auteurs de cet incendie.

RDC: pour la France, renvoyer la présidentielle à 2018 « n'est pas une réponse » à la crise. Le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault a estimé mardi que la décision de reporter à avril 2018 l'élection présidentielle en RDC, prise sans l'aval d'une bonne partie de l'opposition, n'était « pas une réponse à la crise ». « Renvoyer l'élection à 2018 ne règle pas le problème. Il n'y a qu'une façon de sortir de la crise, que le président (sortant Joseph Kabila) annonce qu'il ne se représente pas et qu'une date soit fixée pour l'élection », a déclaré, lors d'une rencontre avec la presse diplomatique, M. Ayrault cité par l'AFP.

Deux personnes blessées au couteau au cours d'un vol à Kongolo. Deux personnes ont été grièvement blessées au cours d'un vol survenu durant la nuit de dimanche à lundi 17 octobre dans le centre-ville de Kongolo dans la province du Tanganyika. Les victimes sont le tenancier d'une pharmacie et son collaborateur.

Sud-Kivu: deux hôpitaux attaqués par des hommes armés. Ces bandits armés se sont d'abord présentés au centre de santé de Kinyezire, affirmant transporter un malade « en état d'urgence ». Ils auraient ensuite ligoté les gardes de l'hôpital avant de piller l'établissement hospitalier. Environ 1500 US\$, un ordinateur et des cartons de médicaments ont été emportés. La salle d'opération et l'installation permettant la production de l'énergie solaire ont été saccagées. Une heure plus tard, les mêmes bandits ont attaqué le centre de santé de Mukwuija, situé 5 km plus loin. Ils y auraient également emporté des médicaments, le matériel produisant l'énergie solaire et une somme d'argent dont le montant n'a été pas révélé.

Baraka: retour au calme après deux jours de violentes manifestations. Le calme est revenu mardi 18 octobre dans la cité de Baraka au Sud-Kivu, après deux jours de violentes manifestations contre l'insécurité.

RDC : la BCC revoit à la hausse le coefficient des réserves obligatoires. Le taux de coefficient des réserves obligatoires est passé de 9 à 12% pour les dépôts à vue des devises et de 10 à 13% pour les dépôts à terme. La Banque centrale du Congo (BCC) a pris cette décision, à l'issue d'une séance extraordinaire tenue mardi 18 octobre à Kinshasa. A en croire le gouverneur de la BCC, cette démarche vise à contrer la dépréciation du franc congolais face au dollar américain, qui selon lui, représente en deux mois 5,9% à l'interbancaire et de 9,7% sur le marché parallèle.

Kongo-Central : le prix du sac de ciment gris importé revu à la baisse. Le prix du sac de ciment gris de 50 Kg a baissé à Matadi (Kongo-central). Radio Okapi a constaté mardi 18 octobre qu'il se négocie actuellement à 8 500 francs congolais alors qu'il se vendait il y a moins d'un mois à 12 500 franc congolais. Il s'agit pour la plupart du ciment de marque Tunga importé de l'Angola. L'association de consommateurs indépendants du Kongo-Central attribue cette baisse à l'abondance de l'offre de ce produit sur le marché.

Ahmad Allam-Mi de la CEEAC : « La violence n'est pas dans l'intérêt du peuple ». Dans une déclaration faite mardi 28 octobre lors de la signature de l'accord politique sanctionnant la fin du dialogue national en RDC, le secrétaire général de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), l'Ambassadeur Ahmad Allam-Mi, estime que « la violence n'est pas dans l'intérêt du peuple congolais ». Il appelle « l'opposition radicale à ne pas être en dehors de la solution ». Le secrétaire général de la CEEAC invite le Rassemblement de l'opposition à rejoindre le train du dialogue pour assurer la totale réussite de l'accord qui en est sorti.

Fin des travaux du dialogue : Edem Kodjo appelle au respect de l'accord politique. Les travaux du dialogue national ont pris fin, mardi 18 octobre à la cité de l'union africaine, sanctionnés par la signature d'un accord politique. Dans son discours de clôture, le facilitateur du dialogue national, Edem Kodjo a invité tous les signataires dudit accord à les mettre en œuvre pour l'intérêt du peuple congolais. Pour sa part, le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'Onu en RDC, David Gressly, dit prendre acte de cet accord au nom des Nations unies. De son côté, le commissaire chargé de paix et sécurité auprès de l'Union africaine (UA), Sumahili Chui, a loué les efforts consentis par les participants au dialogue pour aboutir à un accord politique signé en faveur de la paix en RDC. La signature symbolique de l'accord politique met ainsi fin aux travaux du dialogue lancés depuis le 1er septembre dernier.

L'UNESCO et l'UNICEF saluent la mémoire des enseignants et élèves tués au Nord Kivu. Les Représentants de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en RDC saluent la mémoire des deux enseignants et deux élèves décédés samedi 15 octobre dans la ville de Butembo au Nord-Kivu. Ces personnes sont mortes lors d'accrochages entre des militaires congolais et les membres de la secte « Eglise corps du Christ ».

Mercredi 19 octobre.

Kasaï-Oriental : les habitants de Kabeya Kamuanga appelés à dénoncer les miliciens de Kamwina Nsapu. Les notables de Kabeya Kamuanga appellent la population de ce territoire à dénoncer toute présence suspecte des miliciens de Kamwina Nsapu dans ce territoire du Kasaï-Oriental. Lors d'une conférence de presse organisée mardi 18 octobre à Kinshasa, ces notables ont aussi demandé au gouvernement et à la MONUSCO de « maîtriser rapidement les tueries des habitants ».

Procès des présumés ADF: 4 personnes condamnées à la peine de mort. Quatre des six personnes présumées auteures des massacres des civils dans le territoire de Beni ont été condamnées à la peine de mort. L'arrêt de la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu qui jugeait en audience foraine les six prévenus a été rendu lundi 17 octobre devant de nombreux habitants. Parmi les quatre condamnés figurent deux imams : Amza Baguma Kasereka et Jibril Muhingo Mukanda, poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel. Les deux chefs religieux avaient été mis en cause dans le recrutement des rebelles ougandais des ADF, présumés auteurs de plusieurs massacres perpétrés contre les civils à Beni.

Report des élections en 2018 : «un mépris du peuple congolais», déplore le G7. Le renvoi de l'élection présidentielle en avril 2018 est un mépris du peuple congolais, a déclaré mardi 18 octobre à Kinshasa, le président du G7, Pierre Lumbi. Cette plate-forme politique de l'opposition anti-dialogue considère que cet accord politique «n'engage que la majorité présidentielle et ses alliés», le report des scrutins présidentiel et législatifs ne se justifiant pas, selon elle. L'UDPS a aussi rejeté l'accord politique issu du dialogue estimant que ce forum est «un monologue qui a octroyé au président Kabila un à deux ans de plus après la fin de son mandat».

Marche pacifique des opposants à Beni. Des militants de l'opposition ont organisé une marche pacifique mercredi 19 octobre dans la matinée. Carton jaune à la main, bandeau sur la tête, les manifestants ont

indiqué avoir donné un avertissement aux membres de la majorité pour le respect de la constitution. Ils scandaient des slogans hostiles au pouvoir.

RDC : la CPI appelle les acteurs politiques à la retenue. La délégation du bureau du Procureur de la CPI qui séjourne depuis le 16 octobre à Kinshasa a appelé mardi les acteurs politiques de toutes les tendances à la retenue. Au cours d'une conférence de presse, Amady Ba, chef de la section de la coopération internationale qui conduit cette délégation, a aussi demandé aux services de sécurité d'éviter des crimes graves. Au cours de leur mission en RDC, les membres du bureau de Fatou Bensouda doivent notamment rencontrer des représentants officiels de la RDC, les membres de partis politiques, la société civile et la presse.

Journée ville morte à Kinshasa: plusieurs activités paralysées. La ville de Kinshasa a tourné au ralenti mercredi 19 octobre 2016 décrété journée ville morte par l'opposition. De nombreux commerces, écoles, bureaux de l'administration et marchés sont restés fermés dans la matinée. Kinshasa: la police déployée « à titre de prévention et de prudence ». Le porte-parole de la police, colonel Mwana Mputu, a déclaré à Radio Okapi que les policiers ont été déployés dans plusieurs coins de la ville de Kinshasa ce mercredi « à titre de prudence et de prévention ». L'opposition a appelé à une journée « villes mortes » pour réclamer le départ du président Kabila en décembre prochain.

Des personnes habillées en jaune interpellées puis relâchées à Kindu. Plusieurs personnes habillées en tenue de couleur jaune ce mercredi 19 octobre ont été interpellées avant d'être libérées quelques heures après par la police à Kindu (Maniema). Ces personnes ont répondu à l'appel du « Rassemblement » de l'opposition qui a appelé à une journée « villes mortes ». Cette plateforme de l'opposition a lancé le mot d'ordre de « carton jaune » pour demander au président Kabila de quitter le pouvoir à la fin de son mandat en décembre. D'après des sources locales à Kindu, la ville a fonctionné normalement.

RDC: la MONUSCO espère « un processus politique plus inclusif ». « Nous osons espérer que l'accord politique signé ouvrira la voie à un processus politique toujours plus inclusif au cours des semaines à venir », a déclaré mardi 18 octobre le représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies en RDC, David Gressly, lors de la cérémonie de clôture du dialogue national. Le numéro deux de la MONUSCO a exhorté la majorité au pouvoir à « continuer à prendre des mesures qui visent à créer un climat de confiance au sein de la classe politique ». Au cours de son allocation, David Gressly a également indiqué que la MONUSCO prenait acte des conclusions du dialogue national consignées dans l'accord politique signé par les participants. Par ailleurs, il a appelé la frange de l'opposition qui n'a pas pris part à ce forum à rejoindre le dialogue qui, selon lui, reste l'unique voie de sortie pacifique à la crise actuelle que connaît la RDC.

Accord politique: «Chaque partie a fait des concessions majeures», selon Ramazani Shadari. Le secrétaire général adjoint du parti présidentiel PPRD, Ramazani Shadari, estime que toutes les parties ont fait des concessions pour parvenir à ce compromis. Pour lui, cet accord est le résultat des concessions faites par les parties prenantes aux travaux du dialogue pour privilégier l'organisations des élections apaisées. En outre, le député de la majorité a affirmé que l'accord trouvé est ouvert à tous les autres partis politiques qui n'ont pas pris part au dialogue afin de privilégier la paix dans le pays. Organisation des élections, « priorité » du futur gouvernement ». L'accord politique signé à la fin du dialogue prévoit que la primature revient à l'opposition qui a pris part à ce forum. Pour l'opposant José Makila qui a pris part au dialogue, la priorité du futur Premier ministre qui sera issu de l'opposition sera la mobilisation des recettes pour financer les élections.

Vente de TFM: la Gécamines saisit la justice internationale. La Gécamines a saisi la Cour internationale d'arbitrage au sujet de la vente des parts du groupe américain Freeport-McMoran dans la société minière Tenke Fungurume Mining (TFM). Des parts (56%) vendues en mai dernier pour 2,65 milliards de dollars américains à la firme chinoise China Molybdenum qui devient actionnaire majoritaire de TFM. La Gécamines qui détient 20% des parts dans Tenke Fungurume Mining avait contesté cette vente, dénonçant une cession unilatérale. En septembre dernier, la Gécamines, qui gère les actifs publics miniers au Katanga, avait déposé, à son tour, une offre de rachat de la participation de Freepor-McMoran dans Tenke Fungurume. En saisissant la Cour internationale d'arbitrage, l'entreprise minière congolaise demande notamment que tout changement de propriétaire de la mine de Tenke Fungurume soit bloqué sans son autorisation.

Goma: des opposants déposent des cartons jaunes au bureau du gouverneur. Des militants de l'opposition ont organisé une marche pacifique mercredi 19 octobre à Goma au Nord-Kivu. Les manifestants ont terminé leur marche au bureau du gouverneur où ils ont déposé un mémorandum et des cartons jaunes que le gouverneur devrait transmettre au président Kabila. Pour les opposants, les cartons jaunes sont un « avertissement » au chef de l'Etat pour qu'il quitte le pouvoir à la fin de son mandat en décembre prochain. Tout le long de leur parcours, les manifestants scandaient des slogans hostiles au régime.

RDC : le Rassemblement se réjouit du « succès » de la journée ville morte. Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement affirme que la journée ville morte décrétée mercredi 19 octobre à travers toute l'étendue de la RDC est un succès. Pour le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Jean-Marc Kabund-A-Kabund, cette manifestation a réussi à 100%. Il ajoute que cette journée est un double avertissement à la majorité en vue de l'alternance au pouvoir et le rejet des résolutions du dialogue politique.

CPI : Jean-Pierre Bemba reconnu coupable de subornation de témoins. Jean-Pierre Bemba est reconnu coupable de subornation de témoins. La Cour pénale internationale a rendu ce verdict mercredi 19 octobre à la Haye. L'arrêt de la Cour concerne non seulement l'ancien vice-président congolais, mais aussi ses quatre co-accusés, Aimé Kilolo, Jean-Jacques Mangenda, Fidèle Babala et Narcisse Arido. La chambre de première instance VII les reconnaît coupables d'avoir influencé « de manière corrompue » quatorze témoins. Les inculpés ont aussi présenté de fausses preuves et sollicité la déclaration de faux témoignages lors de son procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. La peine sera prononcée ultérieurement. Il s'agit du premier procès pour subornation de témoins de l'histoire de la CPI.

Jeudi 20 octobre.

RDC-Dialogue : le président de l'Union africaine satisfait de la signature de l'accord politique. Le président en exercice de l'Union africaine, Idriss Deby Itno, se dit satisfait de la signature de l'accord politique sanctionnant les travaux du dialogue conclu mardi 18 octobre à Kinshasa. Dans un communiqué publié mercredi, il s'est félicité qu'une date consensuelle pour la tenue des élections présidentielle et législatives ait été arrêtée et le respect intégral des dispositions de la constitution réaffirmé.

RDC : Ban Ki-moon prend note des conclusions du dialogue. Le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a pris note des conclusions du dialogue national en République démocratique du Congo (RDC). Dans un communiqué publié par son porte-parole, il a félicité Edem Kodjo, le facilitateur de l'Union africaine pour le dialogue, ainsi que les participants aux pourparlers pour leur travail et leur engagement envers une solution pacifique à la crise dans le contexte du processus électoral. Il a également appelé les groupes politiques qui ne faisaient pas partie du dialogue national à s'employer à résoudre leurs différends de manière pacifique.

Ituri : trois morts dans une attaque de la FRPI à Mukiro. Deux miliciens et un militaire loyaliste ont été tués dans les affrontements qui ont opposé, mardi 18 octobre, les deux camps à Mukiro dans le territoire d'Irumu, rapporte la société civile locale.

Conflits Luba et pygmées à Kabalo: une mission mixte Monusco-gouvernement provincial visite les déplacés. Une mission mixte composée des membres de la MONUSCO et du gouvernement provincial de Tanganyika s'est rendue à Kabalo mardi 18 octobre, pour reconforter les déplacés internes arrivés en masse dans ce territoire. A l'occasion, le ministre provincial de l'intérieur a invité les autorités locales à organiser un forum devant regrouper les acteurs et toutes les parties en conflits. Seize personnes ont été tuées dans des affrontements qui opposent depuis le week end à Kabalo, la communauté Luba aux autochtones pygmées.

RDC : Edem Kodjo exhorte les Congolais à appliquer l'accord politique trouvé au dialogue. Dans un entretien accordé mercredi 19 octobre à Radio Okapi, le facilitateur du dialogue en RDC, le Togolais Edem Kodjo a encouragé les Congolais à appliquer l'accord politique signé mardi dernier qui prévoit notamment l'organisation de l'élection présidentielle en avril 2018. Il ne s'est par contre pas montré enthousiaste à l'idée d'un éventuel nouveau dialogue comme le réclamé une frange de l'opposition qui n'a pas participé aux travaux de la cité de l'OUA.

Beni : lourdes pertes économiques pour les paysans à cause de l'insécurité. L'impact négatif des exactions et massacres des présumés rebelles ADF sur la population paysanne du territoire de Beni dans le Nord-Kivu est chiffré à près de 2 milliards de dollars américains depuis octobre 2014 à ce jour, a révélé une enquête menée par la Ligue des organisations des femmes paysannes du Congo (LOFEPACO). Le rapport de cette étude a été publié à l'occasion de la journée mondiale de la femme paysanne, célébrée le 15 octobre.

Deux morts et plusieurs maisons incendiées dans une attaque des miliciens à Bukama. Deux personnes ont été tuées mercredi après une incursion des miliciens Mai-Mai dans le village Kintobongo, situé à environ 200 km de Bukama-centre (Haut-Lomami). Les victimes sont un garde du parc Upemba et un paysan.

RDC : 60 171 réfugiés sud-soudanais enregistrés par le HCR. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dénombre 60 171 réfugiés sud-soudanais enregistrés à ce jour dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Uele.

RDC : Adam Bombole croit à un deuxième dialogue sur la crise politique. Adam Bombole, membre du Rassemblement des forces acquises au changement estime que l'accord politique signé à la suite du dialogue politique organisé à la cité de l'Union africaine n'est qu'un «arrangement» d'un groupe des politiciens pour gouverner la RDC sans mandat du peuple. Cet ancien candidat à la présidentielle de 2011, croit à un «deuxième dialogue» entre le Rassemblement et les signataires dudit accord pour, dit-il, sauver la RDC.

L'ICCN contre la campagne de déboisement du Parc National des Virunga. La Direction provinciale de de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) en territoire de Beni dit s'opposer à la campagne de déboisement du Parc National des Virunga lancée récemment par la Démocratie Chrétienne fédéraliste (DCF), un parti politique implanté dans la région. D'après l'ICCN, M. Kizerbo Kasereka, un cadre du DCF, avait recommandé en début de la semaine dernière à la population de déboiser une partie du Parc National des Virunga pour permettre aux FARDC d'anticiper les mouvements éventuels des ADF dans la région. Suite à cet appel, certains habitants de Beni ont procédé samedi dernier au défrichage d'une partie du Parc dans l'Est de la ville. Dans un communiqué, l'ICCN a dénoncé une campagne lancée au mépris de l'environnement et de toute stratégie militaire.

Une vingtaine de personnes interpellées après un bouclage à Kasumbalesa. Plus de vingt personnes ont été interpellées au terme d'une opération de bouclage que la police locale congolaise a menée mardi et mercredi 19 octobre dans certains quartiers de Kasumbalesa (Haut-Katanga). Des armes blanches dont des machettes, des couteaux et les haches ont été découverts et saisis dans leurs domiciles. D'après des sources policières, les prévenus ont été transférés mercredi à Lubumbashi pour être entendus par le parquet.

RDC : la MP appelle Jean-Marc Ayrault à « plus de considération » envers Joseph Kabila. La majorité présidentielle (MP) invite le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault « à la retenue et plus de considération » envers le président de la RDC, Joseph Kabila. Dans un point de presse organisé jeudi 20 octobre à Kinshasa, Alain Atundu Liongo, porte-parole de cette plateforme de soutien au chef de l'Etat, estime que ces prises de position n'améliorent pas les relations entre les nations. Mardi 18 octobre dernier, Jean-Marc Ayrault a estimé que la décision de reporter à avril 2018 l'élection présidentielle en RDC, prise sans l'aval d'une bonne partie de l'opposition, n'était « pas une réponse à la crise [congolais] ». Pour lui, il n'y a qu'une façon de sortir de la crise : que le président (sortant Joseph Kabila) annonce qu'il ne se représente pas et qu'une date soit fixée pour l'élection.

RDC : un moratoire du gouvernement pour faciliter l'importation des produits de première nécessité. Le gouvernement a accordé aux opérateurs économiques un moratoire de trois mois à partir du mois d'octobre afin de faciliter l'importation des produits de première nécessité dans le pays. C'est l'une des recommandations de la réunion qui a réunie mercredi 19 octobre les membres de la fédération des entreprises du Congo (FEC) et le ministère de l'économie. L'objectif poursuivi à travers cette mesure, est d'assurer l'approvisionnement du marché national afin que la RDC ne connaisse pas de pénurie de produits de première nécessité à l'approche des fêtes de fin d'année. Ce moratoire consiste aux

allègements fiscaux et douaniers ainsi que la réduction des contrôles économiques et fiscaux aux frontières, a précisé Modeste Bahati, le ministre nationale d'économie.

Vendredi 21 octobre.

RDC : l'accord politique s'attaque aux libertés d'expression, dénoncent 33 ONG. L'accord politique signé à la fin des travaux du dialogue national viole la liberté d'association et la liberté d'expression, a dénoncé jeudi 20 octobre, le président de la coalition des 33 ONG de la société civile, Georges Kapiamba. «L'accord politique tente d'instaurer un système inquisitorial dans le sens où il demande au gouvernement de mettre en toute urgence un mécanisme de contrôle de toutes les ONG de la société civile», a déploré Georges Kapiamba. Selon lui, cette mesure traduit «une volonté de s'attaquer à l'exercice des libertés et d'expressions». Georges Kapiamba condamne aussi une mesure ressortie dans cet accord qui demande au Conseil supérieur d'audiovisuel congolais (CSAC) de contrôler les correspondants des médias étrangers qui œuvrent en RDC.

RDC: les gorilles de Grauer pourraient disparaître d'ici cinq ans. Le gorille de Grauer, dont l'habitat se concentre dans l'Est de la RDC, est au bord de l'extinction et pourrait avoir totalement disparu dans les cinq ans, conclut une recherche américaine publiée mercredi. Il s'agit de la première étude sur le plus grand primate au monde et l'un des plus proches cousins de l'homme effectuée depuis le début de la guerre civile dans cette région minière en 1996. Avec le conflit, des mineurs armés chassent, pour se procurer de la viande de brousse, notamment des gorilles, dont l'évaluation de la population a été compliquée par la présence des milices, explique Andrew Plumptre de la Wildlife Conservation Society, principal auteur de cette étude. Avant la guerre, la population de ces primates, aussi appelés gorilles des plaines orientales, était estimée à 16.900 individus. Elle a diminué depuis de 77% pour n'en compter désormais que 3.800, et ce en une seule génération.

Révision du fichier électoral: plus de 600 000 électeurs enrôlés au Nord-Ubangi. A dix jours de la fin de l'opération de révision du fichier électoral au Nord-Ubangi, la CENI affirme avoir enrôlé plus de 600 000 électeurs sur les 850 000 attendus dans cette province pilote, soit 70%. M. Kalamba croit que son institution pourrait dépasser ses prévisions avec la mise en œuvre de tous les 412 centres d'inscriptions.

Trois mois suffisent à la CENI pour enrôler les électeurs, estime un cadre du Rassemblement. Cadre du Rassemblement de l'opposition, Joseph Mabanga estime que la CENI est capable d'organiser l'opération de révision du fichier électoral en trois mois. Il est d'avis que l'enrôlement relève de la volonté des dirigeants de la commission électorale: «Les anciens dirigeants de la CENI ont été capables de faire l'enrôlement pendant trois mois. Dire aujourd'hui que c'est impossible est un faux fuyant ».

Nord-Kivu: les FARDC ont abattu 11 miliciens dans un accrochage à Kabasha. Les FARDC ont abattu onze miliciens identifiés comme des adeptes de la «secte Corps du christ» dans un accrochage survenu, jeudi 20 octobre à Kabasha, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Les militaires ont également capturé six assaillants à l'issue de ces combats. Pour sa part, l'ONG ASADHO à Beni indique que parmi les personnes tuées se trouveraient des civils.

Un accord sur le régime simplifié signé pour le petit commerce entre la RDC et le Rwanda. La RDC et le Rwanda ont signé, jeudi 20 octobre à Rubavu, un accord sur un régime commercial simplifié concernant uniquement les petits commerçants de deux pays. Selon la ministre du commerce extérieur de la RDC, Nefertiti Ngudianza, il s'agit de la matérialisation de la vision de la Communauté économique des pays de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), en vue d'alléger les frais des douanes aux petits commerçants transfrontaliers et d'éliminer les taxes illégales à la frontière. Cet accord définit un petit commerçant comme celui qui a un capital variant entre 1 à 2 000 dollars américains.

Equateur : Mme le maire de Mbandaka réhabilitée dans ses fonctions. Mme Annie Bomboko, maire de Mbandaka a été réinstallée, jeudi 20 octobre dans ses fonctions, par le secrétaire général de l'Intérieur et sécurité de la province de l'Equateur, M. Xavier Mirindi. Elle avait été suspendue il y a cinq mois par le gouverneur de province, Tony Bolamba.

Emeutes de septembre à Kinshasa : les forces de l'ordre ont fait un usage excessif de la force, selon l'ONU. La police, les forces armées de la RDC (FARDC) et la garde républicaine congolaise ont fait «un usage excessif de la force, dont de la force létale, lors des manifestations de l'opposition des 19 au 20

septembre derniers» qui ont dégénéré en émeutes à Kinshasa. C'est ce qu'indique un rapport de l'ONU portant sur une enquête préliminaire des manifestations de septembre dernier publié vendredi 21 octobre. Au cours de ces manifestations, souligne le document de l'ONU, au moins 53 personnes ont été tuées, 143 personnes ont été blessées et plus de 299 personnes ont été arrêtées illégalement. Parmi les 53 décès documentés par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) de la MONUSCO, au moins 48 ont été tués par des agents de l'Etat, indique ce rapport, tout en précisant que 38 des victimes ont été tuées par balle.

L'administrateur d'Aru appelle le HCR et le CNR à accélérer la relocalisation réfugiés sud-soudanais. L'administrateur du territoire d'Aru, Henri-Venant Nkossi appelle l'antenne du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) en Ituri et la commission nationale des réfugiés (CNR) à accélérer les travaux d'aménagement de nouveaux sites des réfugiés qui s'effectuent actuellement à Biringi, un ancien camp situé dans le secteur de Ndo dans le même territoire d'Aru. Dans une déclaration à Radio Okapi ce vendredi, Henri-Venant Nkossi fait savoir que les habitants des regroupements Kaliko Omi et Kakwa souhaitent la relocalisation rapide des réfugiés sud-soudanais qui continuent d'affluer et de s'installer avec leurs bétails dans la région.

Dialogue: la CENCO préconise un nouveau cadre en vue d'aplanir les divergences. La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) appelle les acteurs politiques à se retrouver dans un autre cadre pour aplanir leurs divergences. Cette structure de l'église catholique a lancé cet appel, jeudi 19 octobre, au cours d'une réunion organisée à Kinshasa. Les prélats catholiques jugent impérieux qu'il soit clairement mentionné dans le consensus à trouver que l'actuel chef de l'Etat ne se représentera pas pour un troisième mandat, conformément à l'article 220 de la constitution. Pour plus de garantie et de crédibilité de la mise en œuvre des recommandations du consensus à trouver, les membres de la CENCO souhaitent que le Comité de suivi de l'accord politique du dialogue conclu le 18 octobre dernier soit renforcé par une présence active de l'ONU. Ils ont également souhaité que les acteurs politiques mettent en œuvre les moyens afin de réduire la période transitoire pour qu'elle ne dépasse pas l'année 2017. Pour eux, les attributions du Parlement, du Gouvernement et de la CENI doivent être formulées en termes précis, contraignants et péremptaires au cours de ce processus électoral.

RDC : baisse des cas de choléra en Equateur. Le nombre de cas de choléra est en baisse dans les onze zones de santé sur les dix-huit que compte la province de l'Equateur. Le médecin chef de division provinciale, Dr José Munzembela, a indiqué vendredi 21 octobre, que trente et un cas avec zéro décès sont enregistrés dans deux zones de santé de Mbandaka, alors qu'on en comptait 50 avec un décès la semaine dernière.

Samedi 22 octobre.

Course à la primature : l'opposition réclame la mise en place d'une structure de coordination. La mise en place d'un nouveau gouvernement de large Union nationale est attendue d'ici le début du mois de novembre 2016, tel que prévue par l'accord politique. La composante opposition politique qui a pris part aux travaux du dialogue réclame la mise en place d'une structure de coordination pour faciliter la composition du gouvernement de transition. Vendredi 21 octobre, Steve Mbikayi de l'opposition nationaliste a indiqué que cette coordination aura entre autres la tâche de gérer les ambitions des uns et des autres pour la composition de l'équipe gouvernementale de transition. L'accord politique signé mardi 18 octobre à la fin des travaux du dialogue attribue la primature à l'opposition. Mais il n'a pas prévu des modalités pratiques de la mise en place du gouvernement de transition.

RDC: le gouvernement annonce des mesures d'allègements pour des importateurs. Le ministre de l'Economie nationale, Modeste Bahati a annoncé, à l'approche de fêtes de fin d'année, certaines mesures d'allègements fiscaux et douaniers, en faveur des importateurs des produits de première nécessité. Modeste Bahati explique que ces mesures permettront aux importateurs de faire face à la conjoncture marquée par la dépréciation du franc congolais. De leur côté, les importateurs ont plaidé pour la suppression de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en cette période où les clients se font rares.

Haut Lomami : le gouvernement provincial renforce la présence des forces de sécurité à Katala. Le gouvernement provincial du Haut Lomami a décidé de renforcer la présence des forces de sécurité à Katala, dans le territoire de Bukama. La population du groupement de Katala se déplace vers Luena pour fuir l'insécurité causée par des Maï-Maï. Vénace Mutombo, ministre provincial de l'intérieur indique que

toutes les dispositions sont prises pour neutraliser ces miliciens et assister les déplacés pour qu'ils retournent dans leurs villages.

Ituri : 16 morts et 11 blessés dans un accident de circulation. Seize personnes sont mortes et onze autres blessées dans un accident de circulation survenu vendredi 21 octobre la nuit à Apinaka, à près de 50 km d'Aru-centre (Ituri), rapportent les sources locales. Tous les corps sont acheminés à Aru et les rescapés sont pris en charge aux hôpitaux d'Ariwara et d'Aru, précisent les mêmes sources.

Kabalo pygmées Bantous Tanganyika Sécurité Actualité National. A Kabalo-centre, environ 3000 ménages de déplacés nécessitent l'assistance humanitaire. Ces familles de déplacés ont abandonné leurs villages à la suite des affrontements récurrents entre les milices Luba et pygmées. L'accès aux villages devient difficile à cause de l'activisme de ces miliciens, selon des sources concordantes. Ces déplacés déplorent également l'incendie de leurs villages. Ce qui fait monter la tension d'un cran parmi les habitants et augmenter aussi le nombre de blessés à l'hôpital général de référence de Kabalo.

NCP, un nouveau collectif pour déjouer une éventuelle crise politique en RDC. Le nouveau collectif dénommé «NCP» s'engage à déjouer toute forme de crise politique et sociale en RDC. Cette structure, composée des ressortissants de vingt-six provinces de la RDC, a annoncé sa mission, jeudi 20 octobre, au cours de son premier congrès tenu à Kinshasa. Les membres de ce collectif déclarent vouloir sauver la RDC de l'agitation socio-politique qui révolte la conscience collective. Les membres de NCP disent également constater une sérieuse menace de la paix, un risque d'affrontement meurtrier et d'une guerre armée dans les jours à venir en RDC. Cette nouvelle structure invite par ailleurs les acteurs politiques congolais au sens élevé de responsabilité, à privilégier la paix, le bien-être de la population ainsi que l'intégrité du territoire national. Cette plateforme est dirigée par un directoire national provisoire de 52 membres en raison de 2 par province.

Nord-Kivu: controverse sur l'identité des victimes du combat entre FARDC et miliciens à Kabasha. Quelques familles venues de Butembo et Maboya ont organisé un sit-in, samedi 22 octobre, devant la mairie de Beni (Nord-Kivu) pour réclamer la restitution des corps de certaines des personnes tuées pendant les combats entre les FARDC et un groupe de Maï-Maï à Kabasha. Ces affrontements ont eu lieu jeudi dans cette localité située à une vingtaine de km de la ville de Beni. Le porte-parole des opérations Sokola 1, lieutenant Mak Hazukay parle des assaillants tués lors d'un accrochage. Ce que désapprouvent ces manifestants qui affirment qu'il y avait des civils tués que l'armée présente comme des miliciens appartenant à la secte « Corps du christ».

Dimanche 23 octobre.

Ituri : le député provincial Ngbadhego dénonce le nombre pléthorique des agents à la DGRPI. Le rapporteur de l'Assemblée provinciale de l'Ituri, Ngbadhego Gobba, s'inquiète de la situation que traverse la Direction générale des recettes de la province de l'Ituri (DGRPI). Selon lui, cette régie financière provinciale a un personnel pléthorique et n'est pas pour le moment en mesure de répondre aux charges de la province. Alors que dans le texte, la DGRPI ne peut engager que deux cents agents, elle en compte plus de six cents actuellement, ajoute-t-il. De son côté, le gouverneur intérimaire de l'Ituri, Pacifique Keta, affirme que son gouvernement s'engage à mettre fin à cette situation qui favorise la fuite des recettes de la province.

Beni : des familles réclament les corps de leurs proches tués dans les affrontements entre l'armée et une milice. Quelques familles venues de Butembo et de Maboya (Nord-Kivu) ont organisé, samedi 22 octobre, un sit-in à la mairie de Beni pour réclamer la restitution des corps de leurs enfants qui, selon elles, sont morts dans les affrontements entre les éléments de l'armée nationale et un groupe Maï-Maï à Kabasha, présenté comme des miliciens appartenant à la secte « Corps du Christ ». Dans un communiqué, l'Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO) indique que certains civils ont été tués à bout portant et par balles perdues vendredi et samedi, lors des combats.

Beni : nouvelle incursion des présumés rebelles ADF à Mayi Moya, 1 mort. Des présumés rebelles ADF ont fait une nouvelle incursion samedi 22 octobre dans la soirée à Mayi Moya, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon la société civile locale, il y a eu échange des tirs de quelques minutes entre les éléments de l'armée nationale et ces rebelles. Le bilan de cette incursion fait état d'un civil tué, qui serait un malade mental.

Sud-Kivu : l'armée repousse une attaque contre l'Hôpital général de référence de Minova. Les forces armées de la RDC disent avoir repoussé une attaque contre l'Hôpital général de référence de Minova dans le Sud-Kivu, la nuit de samedi à dimanche 23 octobre. Selon le commandant du bataillon spécial des FARDC basé dans cette région, les assaillants au nombre de 10 environ, seraient venus du Nord-Kivu.

Sud-Ubangi : le gouvernement provincial déclare la guerre contre les chirurgiens charlatans. Au cours d'une conférence de presse animée samedi 22 octobre à Gemena (Sud-Ubangi), le ministre provincial de la Santé, le Dr Jean-Bosco Ngose, a déclaré avoir déposé une plainte contre les chirurgiens charlatans qui écument les différents coins de sa province. Selon lui, il s'agit des infirmiers et des médecins à la qualité douteuse qui font des interventions chirurgicales au mépris des normes et en dehors des structures de santé appropriées.

Tshopo : lancement de la campagne de sensibilisation sur l'éducation civique et électorale. Le vice-gouverneur de la province de la Tshopo a lancé samedi 22 octobre à Kisangani, une campagne de sensibilisation sur l'éducation civique et électorale, à travers le projet « Bateau de la démocratie ». Ce programme est une initiative de l'ONG Arts en action avec l'appui de l'Union européenne, en partenariat avec la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Il s'agit d'une caravane fluviale qui va sensibiliser au moyen du théâtre et des spectacles, les populations riveraines le long du fleuve Congo entre Kisangani et Mbandaka sur le processus électoral.

Nord-Kivu: les FARDC abattent 4 rebelles FDLR à Rutshuru. Les Forces armées de la RDC ont abattu quatre rebelles FDLR et capturé deux autres au cours d'une attaque perpétrée, dimanche 23 octobre, à Rutshuru (Nord-Kivu). L'armée congolaise a également récupéré cinq armes à feu appartenant à ces rebelles rwandais.

Lubumbashi: rareté de petites coupures de franc congolais sur le marché. Les petites coupures de francs congolais se font, depuis quelques semaines, rares sur le marché de Lubumbashi (Haut-Katanga). Cette situation constitue un casse-tête pour les vendeurs qui se plaignent de remettre aux clients des biens en nature comme : des stylos, des bonbons, des boîtes d'allumettes en lieu et place de la monnaie. Les vendeurs renvoient la balle dans le camp de l'Etat qui ne disponibilise pas assez de petites coupures pour des transactions.

Kindu: clôture de l'atelier de mise en œuvre du projet de relance agricole. L'atelier de mise en œuvre du projet de relance agricole a été clôturé, samedi 22 octobre à Kindu (Maniema). A l'initiative du Programme intégré de relance de l'agriculture dans la province du Maniema (PIRAM), ce forum de trois jours a voulu amener les petits producteurs agricoles à améliorer leurs productions sur terrain.

Kananga: des diplômés en Sciences d'appui à l'enseignement peinent à trouver de l'emploi. Au Kasai-Central, des diplômés du département des Sciences d'appui à l'enseignement de l'ISP-Kananga affirment avoir des difficultés pour trouver de l'emploi. Selon eux, les gestionnaires des écoles refusent de retenir leurs dossiers au motif qu'ils ne sont pas qualifiés. Un de ces diplômés a indiqué que la plupart de ses anciens collègues se sont lancés dans des taxis-motos pour survivre. A Kananga, un des gestionnaires d'écoles reconnaît que les diplômés du département des Sciences d'appui à l'enseignement de l'ISP-Kananga ne sont qualifiés que pour l'administration des écoles.

Lundi 24 octobre.

Plus de 600 familles de diplomates congolais bloquées à l'étranger. Plus de 600 familles des diplomates congolais sont bloquées à l'extérieur du pays par manque de moyens financiers pour rentrer en RDC. Thomas Mambo est le représentant de « l'Association de diplomates congolais abandonnés à l'étranger ». Il a déclaré samedi plaider auprès des autorités pour une issue à cette situation. La plupart de ces diplomates congolais dont le service a pris fin traînent à l'étranger depuis plus de 15 ans dans l'attente de leur rapatriement, explique la même source. Ces diplomates attendent notamment le paiement de leurs arriérés de salaires ou les d'indemnités.

Arriérés de salaire à l'OCC : deux syndicats s'opposent sur les modes de pression. Le Syndicat autonome des travailleurs de l'OCC (SATOCC) et la délégation syndicale des travailleurs de de l'OCC, ne s'entendent pas sur les modes de pression à exercer sur la direction de l'entreprise, afin d'obtenir le paiement des

arriérés de salaire des agents. Le premier syndicat appelle à un sit-in pour exiger le départ du comité de gestion, alors que le second préconise les négociations.

Nord-Kivu : fin de l'identification des veuves et orphelins des militaires. Selon la commission de l'Etat-major général des Forces armées de la RDC, cette opération est effectuée pour « mettre fin aux confusions concernant le paiement des rentes des militaires décédés ». Cette commission de l'Etat-major général de l'armée renseigne que les listes seront incessamment affichées pour connaître le nombre total « de vrais bénéficiaires ».

Nord-Kivu : tous les guichets de la MECRECO fermés depuis une semaine. Aucun guichet de la Mutuelle d'épargne et de crédit de Goma (MECRECO) au Nord-Kivu n'est ouvert. Tous sont fermés depuis une semaine, ont déploré lundi 24 octobre les épargnants de cette coopérative. Ils sont venus retirer leurs épargnes, mais ils affirment n'avoir trouvé personne. Du côté de la MECRECO, aucun responsable n'a voulu communiquer sur cette situation.

Nord-Kivu : la hausse du prix de carburant paralyse le transport en commun à Goma. Le prix d'un litre de carburant est passé de mille cent francs congolais (1 USD) à mille six cents francs congolais (1,4 USD) depuis le week-end au Nord-Kivu. Cette hausse du prix de carburant a provoqué la colère des taximen moto et chauffeurs des minibus qui ont préféré garer leurs engins. Depuis lundi 24 octobre dans la matinée, les bus de transport en commun et les motos ne circulent pas dans la ville de Goma. Les pétroliers affirment que le prix du carburant est toujours fixé à 1,3\$ mais c'est la monnaie congolaise, le franc congolais, qui est instable.

L'ONU est le principal partenaire du développement social et économique de la RDC (Mamadou Diallo). Le monde célèbre, lundi 24 octobre, le 71^e anniversaire de la Charte des Nations unies. Pour cette année, le thème est : « À 71 ans - 17 Objectifs ». En République démocratique du Congo, une manifestation a été organisée à Kinshasa. Pour le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies en RDC, Mamadou Diallo, les Nations unies restent le principal partenaire du développement social et économique de la RDC. En six ans, soit de 2007 et 2013, près de 30% de la mortalité des enfants de moins de 5 ans a baissé, a-t-il affirmé. Il a indiqué que dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'accès à la microfinance a considérablement augmenté, passant de 805 000 personnes en 2011 à 1 800 000 clients des institutions des microfinances en 2015. Mamadou Diallo a également noté l'implication des agences et programmes des Nations unies dans la planification familiale qui a réduit le taux de mortalité. Il a rappelé que les Nations unies demeurent « un partenaire clé et essentiel de la RDC ».

RDC : l'accord politique signé à la fin du dialogue présenté au président Kabila. Le facilitateur du dialogue Edem Klodjo et une délégation des acteurs issus de la Majorité présidentielle, de l'opposition et de la Société civile ayant participé à ce forum ont présenté lundi 24 octobre au président Joseph Kabila l'accord signé le 18 octobre dernier à l'issue du dialogue. Ils lui ont aussi présenté le rapport général établi sur le déroulement des travaux de ces assises. Selon le facilitateur, le président de la République a qualifié cet accord d'historique parce qu'il résout tous les problèmes soulevés par toutes les composantes de la classe politique congolaise et de la Société civile. Il exhorte le peuple congolais à la paix, au rejet de toute forme de violence et de tout extrémisme.

Vital Kamerhe, co-modérateur de l'opposition rapporte que le président leur a fait savoir que cet accord constitue une feuille de route et les exhortés à mettre rapidement un comité de suivi de cet accord.

RDC: un chef rebelle rwandais arrêté dans l'est. L'armée congolaise a annoncé lundi l'arrestation dans l'est de la République démocratique du Congo d'un chef rebelle de Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), rébellion hutue rwandaise accusée de nombreuses exactions sur le territoire congolais. Le colonel Habiarimana Mucebo Sofuni, commandant en charge des renseignements à l'état-major général des rebelles rwandais FDLR, dans l'Est de la RDC, a été arrêté dimanche à Kiwanja, écrit le Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (Cepadho, une ONG congolaise basée au Nord-Kivu). Kiwanja est une localité située à environ 75 km au nord de Goma, capitale du Nord-Kivu. Le chef rebelle "est transféré à Goma pour interrogatoire", a indiqué le major Ndjike, sans donner des détails sur les circonstances de l'arrestation. Les FDLR ont été créées par des Hutu rwandais réfugiés dans l'est de la RDC après le génocide des Tutsi au Rwanda de 1994 (qui a fait plus de 800.000 morts selon l'ONU) et sont opposés au pouvoir de Kigali.

Mardi 25 octobre.

Equateur : les députés provinciaux accusent le gouverneur d'enrichissement illicite. Un groupe de députés provinciaux de la province de l'Equateur accusent le gouverneur Tony Bolamba d'enrichissement illicite avec des fonds destinés à la province et de «neutralisation des services de sécurité dont il refuse toute collaboration».

Dans une déclaration à la presse lundi 24 octobre à Mbandaka, ces députés demandent des poursuites judiciaires à l'endroit du gouverneur.

Kalehe : plus de 800 ménages sont sans abri, alerte la société civile. Plus de 800 ménages vivent depuis 2014 sans abris et sans assistance dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu), a alerté lundi l'association des ressortissants de Kalehe. La plupart de ces familles ont été victimes des pluies diluviennes qui s'étaient abattues à Kalehe le 25 octobre 2014 et avaient occasionné des dégâts humains et matériels importants. Depuis, ces sinistrés n'ont jamais été relogés. Ils dorment à la belle étoile avec leurs enfants sans qu'aucune initiative ne soit prise du côté du gouvernement pour leur venir en aide, a-t-il déploré.

Tremblement de terre à Bukavu. La terre a tremblé la nuit du lundi à mardi 25 octobre à Bukavu et ses environs. D'après des sources locales, les secousses ont été ressenties au tour de 1 h30, heure locale. On ne déplore pas encore des dégâts matériels, ni de pertes en vies humaines dans la ville, ajoutent les mêmes sources. Il s'agit d'un séisme d'une magnitude de 4.8 à l'échelle de Richter et d'une profondeur de 10 km.

Affaires étrangères : une grève « polie » du personnel pour réclamer la prime permanente. Le personnel du ministère des Affaires étrangères observe depuis lundi 24 octobre à Kinshasa une grève. Il réclame le paiement de la prime dite « permanente » que le gouvernement leur avait promise. Il réclame également « des statuts particuliers » ainsi que des avancements en grade. Des revendications qui datent de plus d'une décennie et dont les promesses faites sont restées des lettres mortes.

La CENI annonce l'enrôlement des électeurs au Haut-Katanga. L'opération d'enrôlement des électeurs débute mardi 25 octobre à Lubumbashi, au Haut-Katanga. Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Norbert Basengezi a indiqué que le Haut-Katanga fait partie de l'aire opérationnelle numéro un de la RDC alors qu'en 2011 l'ex-Katanga était en troisième position. La CENI, attend du Haut-Katanga, plus de 2 millions d'enrôlés. L'institution électorale a préparé environ cinq cents kits électoraux pour l'enrôlement des électeurs dans le Haut-Katanga.

Révision du fichier électoral: plaidoyer pour la prolongation au Nord-Ubangi. A une semaine de la clôture de la révision du fichier électoral au Nord-Ubangi, la société civile provinciale sollicite d'un mois la prolongation de cette opération.

Le projet REED s'investit dans le Maï Ndombe pour la conservation de la nature. Les forêts de la RDC connaissent une pression de la part des hommes et contribuent au déséquilibre climatique sur le plan mondial, selon les experts. Pour maintenir l'équilibre, plusieurs structures œuvrant dans le secteur de l'environnement préconisent la conservation de la nature. C'est le cas de Maï Ndombe REDD+ qui est le premier projet dans le bassin du Congo, à avoir la validation pour la commercialisation du crédit carbone estimé à ce jour à 2 500 000 tonnes. «Nous n'exploitons pas le bois, au contraire nous travaillons avec les communautés sur la forêt et la biodiversité. En échange, nous sommes dans le marché carbone. Nous aidons les communautés à pouvoir intensifier l'agriculture pour éviter qu'ils puissent utiliser l'agriculture extensive qui détruit la forêt», a indiqué à Radio Okapi Jean Robert Bwangoy, administrateur gérant de ce projet.

La LUCHA réclame la libération de ses militants arrêtés à Goma. Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (LUCHA) appelle à la libération de ses huit militants, arrêtés lundi 24 et mardi 25 octobre, à Goma (Nord-Kivu). Ces militants seraient détenus au cachot du bureau des renseignements, P2. Grâce Kabera, militante de la LUCHA, dénonce ces arrestations qu'elle qualifie d'"arbitraires". Contacté, le commissaire provincial de la police au Nord-Kivu, Vital Umya Awashango, reconnaît l'arrestation de neuf personnes à Goma.

Selon lui, les six personnes interpellées lundi dernier tentaient de troubler l'ordre public en distribuant des tracts, mais les trois autres, arrêtés ce mardi, sont des bandits qui agissaient au nom de la LUCHA en vue de ternir l'image de ce mouvement pro-démocratie.

Equateur : le gouverneur Bolamba rejette les accusations d'enrichissement illicite. En séjour à Kinshasa, le gouverneur de l'Equateur, Tony Bolamba, a rejeté mardi 25 octobre, les accusations d'enrichissement illicite formulées contre lui par un groupe de députés provinciaux de sa juridiction.

Haut-Katanga : l'Eglise catholique condamne « l'assassinat sauvage » d'un prêtre à Lubumbashi. Dans un communiqué publié lundi 24 octobre à Lubumbashi, l'archidiocèse de cette ville du Haut-Katanga s'indigne de l'assassinat « sauvage et sanglant » de l'Abbé Joseph Mulimbi. Le prélat catholique a été tué il y a une semaine au quartier Golf par des hommes armés. Le directeur diocésain de la commission Justice et paix, l'Abbé Kalaba, exige aussi « que la lumière soit faite sur cette affaire » et appelle le gouvernement provincial à prendre ses responsabilités pour assurer la sécurité des citoyens.

La RDC appelée à ratifier l'accord de Paris sur le climat. Le chargé d'affaire de la délégation de l'Union européenne (UE), Bertrand Soret invite la RDC à ratifier l'accord de Paris sur le climat (COP21). « Le Congo qui a été le chef de file des PMA dans toutes ces discussions n'a pas encore ratifié l'accord. C'est un plaidoyer que nous lançons pour qu'il le fasse le plus rapidement possible », a souligné Bertrand Soret.

Kananga : les factures de la SNEL passent de 39 USD à 434 USD. Les abonnés de la Société nationale d'électricité (SNEL) décrient la surfacturation du prix du courant électrique dans la ville de Kananga au Kasai central. Dans un mémorandum remis lundi 24 octobre au président de l'Assemblée provinciale, ils protestent contre les prix des factures du mois d'août qui s'élèvent entre 133 000 Fc à 500 000 Fc, toutes catégories d'abonnés confondues. Un mois auparavant, ces abonnés disent avoir payé l'électricité entre 38 000 Fc et 45 000 Fc. Selon ces abonnés, ils ont soumis leurs doléances au directeur provincial de la SNEL qui a rejeté la responsabilité de facturation à la société de fourniture du courant électrique (ENERKAC).

Nord-Kivu : l'auditorat militaire enquête sur l'incursion des adeptes d'une secte à Butembo. L'auditorat militaire opérationnel du Nord-Kivu a débuté, il y a trois jours, des enquêtes judiciaires sur l'incursion à Butembo, du groupe Maï-Maï identifié comme les adeptes de la secte « Corps du Christ ». Selon des sources judiciaires qui se sont exprimées mardi 25 octobre, les militaires et policiers sont aussi concernés par ces enquêtes. Un accrochage a eu lieu samedi 15 octobre dans la ville de Butembo, faisant des morts et des blessés, principalement à l'école secondaire Mwamba située dans la commune de Bulengera. Le groupe Maï-Maï identifié comme des adeptes de la secte « Corps du Christ » est poursuivi pour avoir tué un militaire loyaliste et ravi quatre armes à feu dont une roquette, précisent des sources judiciaires. D'après elles, les magistrats militaires enquêtent également en charge des FARDC pour l'infraction d'homicide involontaire lié à la mort de deux enseignants et trois élèves touchés par une roquette lancée par les FARDC au cours des accrochages avec les adeptes de la secte « Corps du Christ » à côté de l'école secondaire Mwamba. Le commandant de la PNC / Butembo a été auditionné par les enquêteurs pour avoir arrêté, le même jour, 20 miliciens Maï-Maï, avant de les relâcher puis les ramener en brousse sur la colline dite « Mont Carmel » à bord d'un véhicule de la police, précise notre source.

Braquage d'un bureau de change à Kinshasa, des bandits armés emportent 55 910 USD. Des bandits armés ont braqué lundi 24 octobre le bureau de change Andy business sur l'avenue Tombalbaye dans la commune de la Gombe à Kinshasa. Ils ont donc emporté 50 millions de Franc congolais (51 910,38 USD) et 4 000 dollars américains. Les policiers sont intervenus au moment où les bandits fuyaient avec leur butin. Il s'en est suivi un échange des tirs entre policiers et braqueurs. Un cambrioleur a été blessé et il est actuellement aux arrêts.

Assemblée nationale : Matata Ponyo dépose le budget 2017 évalué à 4,5 milliards USD. Le premier ministre Augustin Matata a déposé mardi 24 octobre au bureau de l'Assemblée nationale, le projet de loi de finance pour l'année 2017. Ce budget est évalué à cinq cent milliards et sept cent millions de Francs Congolais (4,5 milliards de dollars américains). Selon le premier ministre, ce budget, comparativement à celui de 2016, est en diminution de 15%. Une diminution que Matata Ponyo justifie par la chute des coûts des matières premières. De 2015 à 2017, le budget de l'état est passé de 9,09 milliards de dollars américains à 4 milliards 500 millions de dollars, soit une baisse de 50%.

Mardi 26 octobre.

Haut Katanga : la CENI prévoit d'enrôler 2 300 000 personnes. La commission électorale nationale indépendante (CENI) prévoit d'enrôler deux millions trois cent mille personnes dans la province du Haut Katanga. Cette opération prendra environ trois mois précisent les responsables de la CENI.

La Mutuelle d'Épargne et de Crédit du Congo placée sous-tutelle administrative de la BCC. La Banque centrale du Congo (BCC) a placé sous tutelle administrative la Mutuelle d'Épargne et de Crédit du Congo (Mecreco). Tous les organes statutaires et de gérance de ladite institution financière sont dessaisis de leurs pouvoirs d'administration et de gestion. Ces organes sont provisoirement remplacés par un comité d'administration de substitution composé de 7 personnes nommés par la Banque centrale. Leur mission : proposer un plan pour le redressement de cette mutuelle et sauver l'épargne du public. Mecreco fait face à un problème de trésorerie qui se traduit par l'absence de liquidité dans ses agences de Kinshasa et de Goma. Et n'arrive plus à payer les épargnants. Tous les guichets de l'institution à Goma sont fermés depuis une semaine.

Haut-Lomami: reprise du trafic sur la route Kanyama-Mbuji-Mayi. Le trafic a repris, depuis dimanche 23 octobre, sur la Nationale n°1, reliant le territoire de Kanyama à la ville de Mbuji-Mayi, après la réhabilitation du pont Lubudji. Entre dix et quinze camions chargés de différentes marchandises traversent chaque jour cet ouvrage allant dans les deux sens.

Sud-Kivu : le directeur général de DFID visite le camp des réfugiés burundais de Lusenda. Le directeur général de l'Agence de coopération internationale britannique (DFID) a visité mardi 25 octobre le camp des réfugiés burundais de Lusenda, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Il s'est rendu compte des conditions de vie de ces réfugiés et s'est enquis de la situation humanitaire des déplacés internes au Sud-Kivu.

Goma : nouvelles arrestations de militants de la LUCHA. Huit militants du Mouvement citoyen Lutte pour le changement (LUCHA) ont été interpellés mercredi 26 octobre dans la matinée à Goma (Nord-Kivu), par la Police nationale congolaise à l'entrée de la base de la MONUSCO. Ces jeunes s'apprêtaient à déposer leur mémorandum aux responsables de la mission onusienne pour marquer leur rejet de l'accord politique du dialogue signé le 18 octobre dernier à la cité de l'Union africaine à Kinshasa. Dans le même texte, ils exigent l'alternance à la tête de la RDC le 19 décembre, date de la fin du second mandat présidentiel de Joseph Kabila.

Neuf militants de la LUCHA avaient été interpellés lundi et mardi à Goma. Ils seraient détenus au cachot du bureau des renseignements, P2.

RDC: le ministre Nengbangba veut instituer un cadre national de certification des titres techniques. Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel (ETP), Jean Nengbangba s'engage à mettre en place un cadre national de qualification et certifications des titres techniques en RDC. Jean Nengbangba souhaite également que les formations techniques soient enregistrées et agréées. Il attribue la difficulté de reconnaissance de différents titres techniques à la multitude de filières et à la disparité des programmes.

La journaliste Michou Kere-Kere, lauréate du Prix Accer Awards. Journaliste à la chaîne de télévision privée «Numerica Tv», Michou Kere-Kere remporte le Prix «Accer Awards» du meilleur reporter télévision en Afrique sur les questions du changement climatique. Michou Kere-Kere a été primée pour avoir réalisé un reportage démontrant l'impact du changement climatique dans le bassin du Congo. Dans ce sujet, elle a montré les méfaits de l'abattage d'arbres et ses conséquences au niveau de tarissement de certains rivières et ruisseaux de la RDC.

RDC : 7 morts dans l'effondrement d'un immeuble en construction à Kinshasa. Un immeuble de cinq niveaux en construction s'est effondré le matin de mercredi 26 octobre au croisement des avenues Gambela-Dibaya, dans la commune de Kasa-Vubu à Kinshasa, capitale de la RDC. Selon plusieurs témoins au moins sept personnes sont mortes et d'autres pourront être enfouies dans les décombres de l'immeuble qui s'est écroulé sur la maison de la parcelle voisine. Les habitants du quartier s'étonnent que le bâtiment ait été élevé en moins d'une année et suspectent le constructeur de non-respect des normes du bâtiment.

L'épidémie de rougeole déclarée dans le Tanganyika. Le gouverneur du Tanganyika déclare l'épidémie de rougeole dans sa province. Selon lui, les statistiques officielles allant de la première semaine à la 41^è font

état de 2 087 cas, dont 55 décès dans l'ensemble de 11 zones de santé du Tanganyika. A l'occasion, il annonce une campagne de vaccination en novembre prochain chez les enfants de 6 à 59 mois avec possibilité d'extension de la cible.

Dialogue : LUCHA, Filimbi et le front citoyen interpellent l'ONU pour rejeter l'accord politique. Le mouvement citoyen Lutte pour le Changement (Lucha), le collectif Filimbi et le Front citoyen 2016 ont organisé mercredi 26 octobre un sit-in devant le quartier général de la Monusco à Bunia, dans la province de l'Ituri. Ils disent interpellier les Nations Unies pour rejeter l'accord politique issu du dialogue national qui prévoit l'organisation de l'élection présidentielle en avril 2018. Les manifestants étaient munis de banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Non au prolongement du mandat de Joseph Kabila après le 19 décembre » ou « Le respect de la constitution est un impératif dans une démocratie, non au coup d'Etat constitutionnel de la cité de l'Union Africaine ».

Les grévistes durcissent le ton au ministère des Affaires étrangères. Le Syndicat des corps des diplomates durcit le ton à la grève déclenchée lundi dernier. Cette structure a demandé, mercredi 26 octobre, aux directeurs chefs de services de maintenir leurs bureaux entièrement fermés. Cette grève risque de paralyser l'ensemble du ministère des Affaires étrangères avec un effet immédiat notamment sur la délivrance des passeports.

Les forces de l'ordre empêchent un sit-in des organisations citoyennes à Goma. Les services de sécurité ont étouffé, mercredi 26 octobre, une manifestation des organisations de la société civile à Goma au Nord-Kivu. Ces dernières avaient appelé la population à deux jours de sit-in devant le quartier général de la Monusco et l'Assemblée provinciale. Les forces de l'ordre ont dispersé les manifestants au rond-point BDGL avant d'interpeller huit manifestants, dont la majorité est de la Lutte pour le changement (Lucha). Tous ont été amenés ligotés dans une voiture de la police vers une destination inconnue, ont indiqué des témoins.

Jeudi 27 octobre.

Nord-Kivu : la société civile demande la neutralisation des Maï-Maï opérant sur le lac Edouard. Une dizaine d'organisations de la société œuvrant dans le secteur de l'environnement plaident pour des opérations conjointes, FARDC-MONUSCO-ICCN afin de neutraliser les groupes Maï-Maï actifs dans la partie sud du lac Edouard (territoires de Rutshuru et Lubero). Selon ces organisations, les 4 et 10 octobre, ces Maï-Maï ont saisi 36 moteurs hors-bords dont 7 appartiennent aux pêcheurs ougandais de Rweshama. Ces moteurs ont été saisis parce que leurs propriétaires n'avaient pas des jetons que les miliciens remettent à ceux qui payent une taxe hebdomadaire de 10000 FC (10.40 USD) par pêcheur dans les zones qu'ils occupent.

Une cinquantaine d'ONG exigent une enquête de la CPI sur les crimes environnementaux en RDC. Une cinquantaine d'organisations environnementales et des droits humains, regroupées au sein de la plateforme « Synergie des Ecologistes pour la Paix et le Développement », ont adressé le 22 octobre dernier à la procureure de la CPI, Mme Fatou Bensouda, une pétition pour exiger l'ouverture d'une enquête internationale afin d'établir les responsabilités dans la destruction de l'écosystème constaté dans la partie Est de la RDC et punir leurs auteurs. Selon ces organisations, la succession de guerres et conflits armés dans l'Est ont causé d'énormes dégâts sur l'environnement. Pourtant, leurs auteurs n'ont jamais été poursuivis et ni punis alors que l'actuelle procureure avait inscrit comme priorités de son mandat la lutte contre les crimes environnementaux notamment ceux liés aux ravages écologiques, ont-elles fait remarquer. Sans donner plus des détails, ces organisations affirment avoir recensés plusieurs crimes environnementaux et économiques durant les conflits armés en RDC.

RDC : pas d'injonction aux Etrangers pour renouveler leurs visas. Un communiqué attribué au gouvernement congolais circulant sur les réseaux sociaux enjoint à tous les étrangers ayant des titres de séjour temporaire en RDC de renouveler leurs visas. Ce document est un « faux », a dit mercredi Antoine Boyamba, vice-ministre des Congolais de l'étranger. Il indique avoir adressé une note à toutes les ambassades accréditées en RDC pour démentir cette information.

Libération de 11 militants de la LUCHA à Goma. Onze des dix-sept militants et sympathisants du Mouvement citoyen « Lutte pour le changement » (LUCHA) qui ont été interpellés depuis le début de la semaine dans des manifestations que ce mouvement a organisé pour rejeter l'accord politique du dialogue

ont été libérés mercredi tard dans la nuit. Ces organisations promettent par ailleurs de poursuivre leurs manifestations les jours qui viennent.

Sommet de Luanda : le CEPADHO « choqué » par la position de la CIRGL. Le coordinateur du CEPADHO, une ONG de défense des Droits de l'homme basée à Beni, s'est dit choqué de l'entérinement de l'accord politique issu du dialogue par les chefs d'Etat africains de la sous-région des Grands Lacs au sommet de Luanda (Angola). Dans une déclaration faite ce jeudi à Radio Okapi, Omar Kavota dit regretter que « la politique l'ait emporté sur la sécurité en RDC ». Selon le communiqué final publié à l'issue du sommet de Luanda, les chefs d'Etat félicitent «le Président Joseph Kabila d'avoir convoqué le dialogue national», et remercient «toutes les parties prenantes et les félicitent de la signature, le 18 octobre 2016, de l'Accord politique global relatif à l'organisation d'élections crédibles et pacifiques». Omar Kavota appelle les chefs d'Etat africains de la sous-région des Grands Lacs et de la SADC à œuvrer plutôt au côté du gouvernement congolais pour faire en sorte que les forces politiques qui ont boycotté le dialogue adhèrent néanmoins aux conclusions de ce forum de la cité de l'Union Africaine. Et cela passe, selon lui, par la prise en compte de leurs revendications.

Conclusions du sommet de Luanda : la MP satisfaite, l'opposition déçue. Les chefs d'Etats africains ont soutenu, mercredi 26 octobre au sommet de Luanda(Angola), l'accord politique conclu 18 octobre à l'issue du dialogue de la cité de l'Union Africaine à Kinshasa sous la facilitation d'Edem Kodjo. La Majorité présidentielle(MP), plateforme qui soutient le chef de l'état et l'opposition ont des vues différentes sur cette déclaration. Pour la Majorité Présidentielle, cette position des chefs d'Etat est un couronnement des efforts consentis par les acteurs politiques congolais avec à leur tête le chef de l'Etat. De son côté, l'opposition ne cache pas sa déception même si certains de ses ténors disent ne pas être surpris de la déclaration du sommet de Luanda ne les surprend pas. Le secrétaire général de l'Union démocratique africaine (UDA) originelle, parti politique membre du Rassemblement, estime que cette position des chefs d'Etats africains ne reflète que leur propre réalité. Il estime que seul le peuple peut trancher ou résoudre le problème qui se pose.

Effondrement d'un immeuble à Kinshasa : la famille des victimes exige des sanctions sévères. Le chef de famille des victimes de l'effondrement de l'immeuble de cinq niveaux en construction, le mercredi 26 octobre au croisement des avenues Gambela-Dibaya, exige que le coupable soit sanctionné sévèrement. Rombaut Kalombo qui a perdu sept enfants d'une même famille parle d'une volonté manifeste dans le chef du propriétaire, de vouloir causer la mort des innocents. Il affirme que certaines démarches sont menées pour changer le nom du propriétaire de cet immeuble pour qu'il échappe à la justice. Il interpelle, à cet effet, les autorités administratives à différents niveaux. Le directeur de cabinet du ministre de l'urbanisme et habitat, Jr Boongi, pointe l'entêtement du propriétaire de l'immeuble comme l'une des causes de cet incident. Il fait remarquer que le propriétaire n'avait pas obtenu le permis de construire. «On va procéder à l'établissement des responsabilités et les instances judiciaires vont se saisir du dossier pour sanctionner», promet-il.

Vendredi 28 octobre.

RDC : la mise en place du comité de suivi du dialogue est imminente. Le comité de suivi de l'accord politique de la cité de l'Union africaine sera bientôt mis en place. Selon plusieurs sources concordantes, les tractations se poursuivent dans les états-majors des différentes parties prenantes aux travaux du dialogue pour la mise en place de cette structure conformément à l'accord politique qui a sanctionné la fin des travaux du dialogué signé le 18 octobre dernier à la cité de l'Union Africaine à Kinshasa. Côté opposition, la situation semble aller de l'avant. Elle dispose déjà des noms des 7 personnalités qui devraient faire partie de ce comité de suivi, affirme sous le couvert de l'anonymat un opposant qui a participé au dialogue. Côté Majorité présidentielle (MP), certains noms sont déjà connus et avancés et deux réunions ont eu lieu pour finaliser la liste.

Début du procès de six militants de la LUCHA à Goma. Le procès des six des dix-sept militants et sympathisants du Mouvement citoyen «Lutte pour le changement» (LUCHA) interpellés depuis le début de la semaine dans des manifestations pour rejeter l'accord politique du dialogue s'est ouvert jeudi 27 octobre au parquet de grande Instance de Goma. Accusés par la police judiciaire de violation de domicile et usurpation de la fonction publique, le magistrat instructeur de leur dossier a requalifié ces charges en un seul chef d'accusation dont l'incitation à la désobéissance civile. Ils sont poursuivis pour avoir distribué des

tracts appelant la population à observer deux journées de ville morte, leur a dit le juge instructeur à l'ouverture du procès. Au cours de cette première audience, les prévenus n'ont pas nié pas les faits mis à leur charge. Ils ont d'ailleurs accepté de porter la responsabilité des tracts qu'ils distribuaient. Par contre, ils ont dénoncé « la manière brutale des autorités » de les empêcher d'exercer leur droit civique constitutionnellement reconnu et garanti, a dit à Radio Okapi un avocat qui assure leur défense.

Début de distribution des semences et intrants agricoles aux déplacés à Beni. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé, jeudi 27 octobre, un projet de distribution des semences et intrants agricoles aux déplacés des zones de sante d'Oicha et de Kamango, en territoire de Beni (Nord-Kivu).

Kinshasa : le colonel Baudouin Yalanda Yagbo enlevé. Un officier des Fardc, le colonel Baudouin Yalanda Yagbo, a été enlevé mardi 25 octobre par des hommes armés, non loin de son domicile, dans le quartier Museyi, commune de Ngaliema à Kinshasa. Selon son fils, Olivier Godoma, une vingtaine d'hommes armés ont arrêté son père, l'ont placé dans une voiture 4X4 de couleur blanche pour l'amener vers une destination inconnue.

Ituri: la société civile plaide pour une solution négociée avec les miliciens. La société civile de l'Ituri demande à la MONUSCO de faire un plaidoyer auprès du gouvernement pour qu'il privilégie les négociations avec les les groupes armés qui sévissent dans cette partie du pays. Le coordonnateur de cette structure, Jean-Bosco Lalo a indiqué que l'option militaire a déjà montré ses limites dans ce conflit armé qui perdure depuis environ 15 ans. Il a expliqué que plusieurs opérations militaires ont été menées notamment au Sud d'Irumu sans succès mais avec des conséquences graves sur les vies humaines. De son côté, le commandant des Forces de la MONUSCO, lieutenant-Général Derrick Mgwebi a soutenu l'idée de la recherche de solution pacifique au conflit armé qui mine cette province. La société civile de l'Ituri a par ailleurs plaidé pour la réinsertion socioéconomique de plus de 14 000 démobilisés issus des groupes armés de l'Ituri qui, selon lui, constituent un danger pour la sécurité de cette province.

La RDC classée 48è en Afrique dans le Rapport Doing business 2017 . Dans le rapport Doing business 2017 de la Banque mondiale, la RDC se classe à la 48è sur 53 économies africaines et 184è au monde, comme dans le précédent classement. Evoquant la RDC, le rapport indique qu'en dehors de la création d'entreprise, le pays a fait des progrès dans l'obtention de permis de construire et le raccordement à l'électricité, même si dans d'autres domaines, tels que le commerce transfrontalier, la protection des investisseurs minoritaires et le paiement des impôts et taxes, des avancées n'ont toujours été signalées jusque-là.

Kinshasa : le président du SYNAMAC Nsambayi Mutenda sera inhumé au cimetière entre ciel et terre. Le président national du Syndicat autonome des magistrats du Congo (SYNAMAC) et premier président de la Cour d'appel, Roger Nsambayi Mutenda, sera inhumé dimanche 30 octobre au cimetière Nécropole entre ciel et terre à Kinshasa. Décédé le 15 octobre de suite d'un accident vasculaire cérébral à la clinique Ngaliema, M. Nsambayi était jusqu'avant sa mort affecté à l'Inspectorat général des services judiciaires et pénitentiaires.

Tshuapa : une motion de défiance initiée contre le gouverneur Lomboto. Une motion de défiance contre le gouverneur de la Tshuapa, Cyprien Lomboto, a été déposée mercredi 26 octobre au bureau de l'Assemblée provinciale. Son initiateur, le député provincial Boimbo Mbeli, lui reproche entre autres, l'incompétence, la mauvaise gestion des fonds publics, le manque de collaboration avec son adjointe et le bureau de l'organe délibérant. Plusieurs sources locales rapportent que cette motion contre le gouverneur est la conséquence d'un climat de méfiance et de suspicion qui persiste depuis des mois entre le pouvoir exécutif et législatif dans la Tshuapa.

Goma accueille la 5è réunion des autorités locales des Grands Lacs. La ville de Goma (Nord-Kivu) accueille, du 27 au 28 octobre, la cinquième réunion des autorités locales de la région des Grands Lacs. Durant ces deux jours, les maires de Rubavu (Rwanda), de Goma (RDC) et de Bujumbura (Burundi), accompagnés de leurs délégations respectives planchent sur le thème : « Initiative de dialogue et de planification concertée pour la promotion du vivre ensemble ». Cette rencontre entend également concrétiser le développement local et les liens entre les acteurs des territoires de ces trois pays.

Tshopo: le tiers de détenus s'évadent de la prison d'Osio. Soixante-quatre des cent quatre-vingt-quatre détenus de la prison d'Osio ont réussi, jeudi 27 octobre, à s'évader de cette maison carcérale, située à 17 km au Sud-Ouest de Kisangani (Tshopo). Les fugitifs ont ouvert une brèche dans le mur d'une chambre d'un détenu avant de s'évader sous la pluie.

La firme China Molybdenum autorisée à racheter des parts dans Tenke Fungurume. La compagnie chinoise China Molybdenum est autorisée à racheter les parts de Freeport McMoran dans Tenke Fungurume Mining installée dans l'ex-province du Katanga. Selon un communiqué du ministère des Mines publié jeudi 27 octobre, le gouvernement qui a donné son aval pour ce rachat demande que les droits de la Gécamines soient respectés. Le gouvernement a pris cette décision afin de favoriser l'amélioration de l'environnement des affaires. Ce rachat permettrait aussi de créer des conditions favorables à la croissance économique durable, indique le communiqué du ministère des Mines.

Beni : un ultimatum de 24 heures aux adeptes de « Corps du Christ » pour se rendre. Les membres des adeptes de la secte « Corps du Christ », identifié comme un groupe Maï-Maï sont appelés à déposer les armes d'ici samedi 29 octobre, a menacé, vendredi, le commandant de la 34e région militaire et des opérations Sokola 1 Sud, le général Fall Sikabwe. Les adeptes de la secte « Corps du Christ » et les FARDC se sont affrontés jeudi 20 octobre à Kabasha, en territoire de Beni (Nord-Kivu). 11 personnes ont été tuées dans ces accrochages.

Tshuapa : l'assemblée provinciale déchoit le gouverneur Cyprien Lomboto. L'assemblée provinciale de la Tshuapa a voté, vendredi 28 octobre, la déchéance du gouverneur de province, Cyprien Lomboto, à l'issue du vote de la motion de défiance déposée par le député Boimbo Mbeli. 12 des 15 députés présents à l'assemblée provinciale ont voté pour son départ et 3 ont voté contre. Le président du Bureau, M. Losongo a indiqué que l'incriminé a refusé de se présenter pour sa défense.

Samedi 29 octobre.

RDC : Le Rassemblement souhaite faire du 19 décembre «une date normale». Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement souhaite que la date du 19 décembre soit « une date normale ». Dans une déclaration faite vendredi 28 octobre à Kinshasa, Prince William Mishiki, membre du comité des sages de cette plateforme de l'opposition pense que les Congolais peuvent «se dépasser et trouver un consensus». Le membre du comité des sages du Rassemblement dit refuser «le bain de sang des Congolais au pays». Selon lui, le Rassemblement continue de croire à un «dialogue sincère et véritable». C'est ainsi que la plateforme réunie autour d'Etienne Tshisekedi appelle à la médiation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) entre ses membres et les participants au dialogue national «pour un consensus». Il y a une semaine, la CENCO a appelé les acteurs politiques congolais à se retrouver dans un autre cadre «pour aplanir leurs divergences pour l'intérêt supérieur de la Nation».

Kinshasa : un train percute plusieurs véhicules sur la route des poids lourds. Un train a percuté vendredi 28 octobre vers 21 heures 15 minutes plusieurs véhicules qui étaient bloqués dans un embouteillage, au niveau de Baramoto, sur la route des poids lourds à Kinshasa. Il n'y aurait pas eu de perte en vies humaines.

Sankuru : le président de l'Assemblée provinciale Pongo Dimandja destitué. Les députés provinciaux du Sankuru destituent le président de cet organe délibérant, Charles Pongo Dimandja. Une motion de retrait de confiance a été initiée et signée par la majorité de ces élus du peuple qui l'accuse de freiner le décollage du Sankuru, en violant les articles 24 et 204 du règlement intérieur de l'Assemblée provinciale.

La MONUSCO assure le transport aérien des kits électoraux dans le Haut-Katanga. Dans le cadre du soutien logistique et assistance technique des Nations unies aux opérations de révision du fichier électoral, la MONUSCO a inauguré vendredi 28 octobre à l'aéroport international de N'Djili (Kinshasa), le vol du déploiement des kits électoraux avec 34 tonnes des matériels à destination de Lubumbashi (Haut-Katanga).

RDC : lancement de la deuxième phase de la mécanisation des agents de l'Etat. Le ministre d'Etat en charge du Budget, Michel Bongongo, a lancé vendredi 28 octobre à Kinshasa la deuxième phase de la mécanisation des agents et fonctionnaires de l'Etat non payés. Selon lui, cette opération vise 10 021 agents et fonctionnaires de l'Etat, correspondant à une enveloppe mensuelle évaluée à près de 100 000

000 de francs congolais (103 783 dollars américains) qui seront payés à partir du mois de janvier 2017. Les secteurs de la santé publique, de l'enseignement supérieur et universitaire, de la recherche scientifique ainsi que de l'enseignement primaire et secondaire sont concernés par cette mécanisation, a précisé M. Bongongo.

Lubumbashi : la société civile soutient l'enrôlement des électeurs dans le Haut-Katanga. Dans une déclaration faite samedi 29 octobre à Lubumbashi, le coordonnateur du Cadre de concertation de la société civile du Haut-Katanga, Me Ghislain Kalwa, soutient l'opération d'enrôlement des électeurs dans cette province. A l'occasion, M. Kalwa appelle la population à adhérer à cette opération.

Matadi : les taximen motos appelés à se faire identifier . Le gouverneur du Kongo-Central, Jacques Mbadu, donne 15 jours à dater du 1er novembre aux taximen motos de Matadi de se faire identifier et acquérir un numéro pour être en ordre. Selon le gouverneur du Kongo-Central, la moto doit aussi être assurée par son propriétaire.

Bukavu : commémoration du 20ème anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Muzihirwa. Le 20ème anniversaire de l'assassinat du prélat catholique, Monseigneur Christophe Muzihirwa , a été commémoré samedi 29 octobre à Bukavu (Sud-Kivu). Fervent défenseur des droits de l'Homme, il avait été abattu dans cette ville, le jour même de l'entrée dans la ville de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, AFDL, le 29 octobre 1996.

Accord politique du dialogue : « un sens réel de responsabilité », notent les confessions religieuses. Les chefs des confessions religieuses notent que l'accord politique conclu à l'issue du dialogue dénote « d'un sens réel de responsabilité de la part des acteurs ». Dans une déclaration faite samedi 29 octobre, ils indiquent que ce compromis permet « d'aller vers l'organisation des élections transparentes, crédibles et apaisées, appelées par tout le monde ». Selon les chefs religieux, cet accord proclame l'engagement des parties à respecter la constitution et l'accord lui-même. Il consacre aussi l'option de la gestion consensuelle de l'Etat.

Lubumbashi : des affrontements signalés entre policiers et militants du Rassemblement. Des échauffourées ont opposé samedi 29 octobre dans l'après-midi des policiers aux militants du Rassemblement des forces politiques acquises au changement à Lubumbashi dans le Haut-Katanga. Ces affrontements se sont déroulés autour de la résidence privée de Gabriel Kyungu wa Kumwanza, coordonnateur de cette plateforme des partis politique de l'opposition dans le grand Katanga. Il devrait tenir un meeting dans sa parcelle. Il accuse la police d'être à la base de cet incident pour avoir « bloqué toutes les issues menant vers sa résidence ». Gabriel Kyungu wa Kumwanza dénonce le comportement des policiers présents lors de ces événements et les accuse d'avoir jeté des gaz lacrymogènes dans sa parcelle où il y a toute sa famille. « L'endroit où devrait se tenir ce meeting c'est dans ma parcelle, c'est un endroit privé. Il y a eu des blessés, des dégâts et plusieurs arrestations », rapporte-t-il sans plus de détails. Il déplore l'imposition « d'une dictature qui ne dit pas son nom ».

Le Front pour le respect de la constitution, une nouvelle plateforme politique créée à Kinshasa. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) et ses alliés ont lancé une nouvelle plateforme politique dénommée « Le Front pour le Respect de la Constitution ». La sortie officielle de ce regroupement a eu lieu samedi 29 octobre à Kinshasa. Une quarantaine de partis politiques et une cinquantaine d'organisations de la société civile ont signé le protocole d'accord pour adhérer à cette plateforme. Parmi les adhérents, on compte les mouvements citoyens Lutte pour le changement (LUCHA) et Filimbi. La secrétaire générale du MLC, Eve Bazaiba, explique que l'importance de la création du Front pour le respect de la Constitution est de « conserver la loi fondamentale parce que c'est le pacte républicain ».

Tshuapa : le gouverneur Cyprien Lomboto rejette sa déchéance votée par l'assemblée provinciale. Au lendemain de sa déchéance, le gouverneur de la Tshuapa, Cyprien Lomboto, rejette la motion de défiance votée contre lui par l'assemblée provinciale. Il se dit étonné de cette destitution qu'il qualifie de « machination de certains politiciens locaux, en vue de ternir sa personne et de nuire aux intérêts de la province ». Il dit s'en remettre aux autorités nationales et confie son cas à la majorité présidentielle, sa famille politique dont il exerçait le mandat pour suivre le dossier.

Dimanche 30 octobre.

Kinshasa: Filimbi exige la libération de ses membres arrêtés par la police. Le mouvement citoyen Filimbi exige la libération sans conditions de cinq de ses membres arrêtés samedi 29 octobre à l'issue d'un sit-in organisé devant le siège de l'Union Africaine à Kinshasa. Selon le point focal de ce mouvement dans la capitale, ces jeunes n'ont pas été arrêtés sur le lieu du sit-in mais sur leur chemin de retour après avoir été dispersés par la police. Sublime Wapa rapporte que ces jeunes "accusés à tort de troubler l'ordre public et d'incitation à la révolte" ne faisaient qu'exprimer leur droit face à ce qu'ils qualifient de « coup d'Etat constitutionnel ».

La CENI a enrôlé plus de 700 000 personnes dans le Nord-Ubangui. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a enrôlé plus de 700 000 électeurs dans la province du Nord-Ubangui, indique le rapporteur de cette institution, Jean Pierre Kalamba. Il précise que la CENI prévoit d'inscrire sur les listes électorales 850.000 personnes dans cette province. Pour Jean Pierre Kalamba, ce chiffre permet à cette province de dépasser les 650 000 inscrits de 2011. Il estime que ce chiffre est encourageant, compte tenu de toutes les difficultés que les opérateurs de saisie ont rencontré au début de l'opération.

Kinshasa: 8 véhicules cassés dans des accidents sur la route By-Pass. Huit véhicules ont été cassés dans des accidents de circulation survenus, dans la nuit de samedi à dimanche 30 octobre, sur la route By-Pass, dans la commune de Lemba (Kinshasa). Selon des témoins, ces accidents ont été produits au même endroit, où un grand trou a été laissé par les agents de la Régie de distribution d'eau (REGIDESO) à moins de 100 mètres de l'entrée du Camp Kabila.

Plus de 50 camions de marchandises bloqués sur la route Kisangani-Lubutu. Plus de cinquante camions de marchandises sont bloqués, depuis une semaine, au niveau des points kilométriques 54 et 47, sur la route Kisangani-Lubutu, reliant la province de la Tshopo à celle de Maniema. Pour passer par les déviations créées par les villageois, les camionneurs paient 20 000 à 100 000 francs congolais. Il faut au maximum une semaine, disent-ils, pour parcourir cette route autre fois négociée en trois heures. Selon des usagers rencontrés dimanche, cette route longue de 243 km est parsemée de plusieurs grands borbiers et nids de poule.

Sankuru: Martin Shongo élu nouveau président de l'Assemblée provinciale. Député élu du territoire de Lodja, Martin Shongo Emongo a été voté, samedi 29 octobre à Lusambo, président de l'Assemblée provinciale du Sankuru. Ce scrutin a eu lieu au lendemain de la déchéance de l'ancien président de cet organe, Charles Pongo Dimandja, accusé par ses collègues d'installer un climat conflictuel entre l'Assemblée et le gouvernement du Sankuru. Martin Shongo cède ainsi le poste de rapporteur qu'il occupait au député Grégoire Ndjondjo.

Lundi 31 octobre.

Dialogue: la position de Luanda viole le protocole sur la démocratie de la CIRGL, selon Ntumba Luaba. Le professeur Alphonse Ntumba Luaba estime que le soutien apporté par les chefs d'Etat de la CIRGL, réunis récemment à Luanda (Angola) n'est pas conforme au protocole de cette organisation sur la démocratie et la bonne gouvernance. Il estime que le sommet de Luanda, tenu le 26 octobre dernier, a tout simplement choisi d'ignorer le protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CIRGL dont quelques chapitres traitent de l'organisation des élections dans les délais constitutionnels. Alphonse Ntumba Luaba attribue l'attitude des chefs d'Etats de la CIRGL au manque de culture des textes.

RDC : le député Patrick Kakwata rejette l'idée d'un nouveau dialogue. Le député national, Patrick Kakwata, estime qu'il n'est pas nécessaire d'organiser un nouveau dialogue en République démocratique du Congo. Il soutient que l'accord politique signé le 18 octobre dernier à la fin des travaux du dialogue national « est potable ». Le dialogue national a pris fin le 18 octobre dernier, un mois et demi après son lancement, avec la signature d'un accord politique qui prévoit l'organisation des élections en avril 2018. Le texte issu de ce dialogue est rejeté par une frange de l'opposition, notamment le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement. Le député Kakwata considère l'accord conclu entre la Majorité et une partie de l'opposition comme « une avancée significative dans la résolution de la crise congolaise. » Il appelle toutes les forces politiques et sociales à s'unir pour travailler en vue de relever les défis auxquels le pays est confronté.

Lubumbashi: hausse de prix des certaines denrées. Les prix des produits de première nécessité ont pris de l'ascenseur depuis près de trois semaines sur le marché de Lubumbashi (Haut-Katanga), à la suite de la dépréciation du franc congolais face au dollar américain. Selon un reporter de Radio Okapi qui a fait le tour de la ville, certains magasins et boutiques du marché ont même supprimé la mesure de notifier le prix en bas chaque produit. Sur le marché de change, le taux n'est plus stable, constatent certains changeurs de monnaie. Il tourne autour de 1 150 francs congolais pour un dollar américain dans les quartiers de Lubumbashi contre 1 190 auprès des grossistes et dans les supers marchés.

Nord-Kivu : une ONG dénonce la récurrence des kidnappings à Rutshuru et Lubero. Vingt-deux cas de kidnapping ont été recensés en deux mois dans les territoires de Rutshuru et Lubero au nord-Kivu, a dénoncé le Cercle international pour La défense des droits de l'homme, la paix et l'environnement (CIDDHOPE). Cette ONG indique que ces enlèvements s'opèrent souvent sur l'axe Kiwanja-Ishasha. Les victimes sont pour la plupart des agriculteurs et des voyageurs. Quatre nouveaux cas ont été répertoriés vendredi dernier dans les villages de Busendo et Kaseghe. Le CIDDHOPE, une organisation qui milite pour les droits de l'homme dans la région, demande aux autorités militaires et de la MONUSCO de prendre des mesures pour « sécuriser les populations du Nord-Kivu, longtemps meurtries par les affres de la guerre ».

Beni : les prix des produits de première nécessité augmentent sur le marché de Beni. Quelques mois après la chute de franc congolais face dollar américain, les prix des produits de première nécessité sur le marché de Beni (Nord-Kivu) ont pris de l'ascenseur, a constaté un reporter de Radio Okapi.

Sud-Kivu : deux factions des Raïa Mutomboki s'affrontent à Bussolo. Le groupe Raïa Mutomboki Ndarumanga venus de Kabega, en territoire de Shabunda a délogé, samedi 29 octobre celui de Maheshe, de son état-major situé dans le village de Bussolo dans la province du Sud-Kivu. À l'issue d'intenses combats qui ont opposé ces deux factions, les Ndarumana ont aussi réussi à récupérer les positions de Lukigi et Kamilanga. Ces groupes Raïa Mutomboki se battent pour le contrôle des carrés miniers et la production locale d'huile de palme dans cette contrée.

Bunia : deux ONG des droits de l'homme dénoncent l'interdiction des manifestations publiques. Les ONG Justice-plus et le groupe Equitas dénoncent l'interdiction des manifestations publiques à Bunia (Ituri) par le maire intérimaire de la ville. Jeudi 27 octobre dernier, le siège du Front citoyen 2016 a été envahi par des éléments de la Police nationale congolaise (PNC) qui ont empêché ses membres d'organiser un rassemblement pour exiger le respect de la Constitution, dénoncent ces organisations des droits de l'homme. Alors que le porte-parole de la PNC en Ituri indique que ce dispositif est une réponse à la décision de l'autorité urbaine interdisant toute manifestation publique, ces ONG parlent d'une violation flagrante de la liberté d'expression des citoyens.

Nord-Kivu : aucun milicien de « Corps du Christ » ne s'est rendu après l'ultimatum des FARDC. L'ultimatum des Forces armées de la RDC lancé aux miliciens Mai-Mai identifiés comme membre de la secte « Corps du Christ » pour se rendre a expiré dimanche 30 octobre. Les adeptes de la secte « Corps du Christ » ont ignoré cet ultimatum. La veille de son expiration, des tracts signés par un certain « général Baraka » et ramassés dans la ville de Butembo ont mis en garde les FARDC et la MONUSCO contre toute offensive contre les miliciens de cette secte. Les FARDC préfèrent se réserver de toute déclaration sur la fin de cet ultimatum.

RDC: des militants de Filimbi transférés au Parquet. La police a transféré lundi 31 octobre au Parquet de Kinshasa les cinq activistes de Filimbi interpellés samedi pour trouble à l'ordre public et incitation à la révolte.

À en croire le porte-parole de la police, colonel Mwanamputu, cette procédure sera désormais appliquée pour toutes les personnes qui seront interpellées par la police pour trouble à l'ordre public.

L'UDPS organise les obsèques de ses militants morts lors des violences de septembre. L'UDPS d'Etienne Tshisekedi organise les obsèques de ses militants morts lors des violences meurtrières de septembre dernier à Kinshasa. Six corps ont été sortis ce lundi 31 octobre des morgues des hôpitaux St Joseph et Bondeko. Ils sont exposés au siège de ce parti de l'opposition à Limete avant leur inhumation prévue mardi.